



COMPTES ANNUELS
du
GOUVERNEMENT DE LA
RÉPUBLIQUE DE VANUATU

pour l'exercice clos au
31 décembre 2012

This page left blank intentionally

Table des matières

ATTESTATIONS DE RESPONSABILITÉ	2
RAPPORT DU CONTRÔLEUR GÉNÉRAL DES COMPTES	3
COMMENTAIRES SUR LES COMPTES ANNUELS	6
COMPTE ANNUELS	8
Compte de résultats	9
Bilan	10
Etat des mouvements de la trésorerie	11
Rapprochement de la trésorerie nette d'exploitation et du solde d'exploitation	13
Etat de l'évolution de la situation nette	14
Compte des emprunts	17
Etat des emprunts en monnaie étrangère par devise	18
Etat des emprunts (ventilés)	19
Etat des engagements	20
Etat des risques financiers spécifiques	21
Etat des secteurs – Compte d'exploitation financière du fonds de développement	23
Etat sectoriel – Compte des résultats du fonds de fonctionnement	24
Déclaration des principes comptables	25
NOTES RELATIVES AUX ETATS FINANCIERS	29
Note 1 : Taxes et impôts perçus en vertu du pouvoir souverain de l'Etat	29
Note 1 (suite) : Exonérations et dégrèvements fiscaux	30
Note 2 : Charges et recouvrements	31
Note 3 : Revenu de placement	31
Note 4 : Contributions de bailleurs de fonds	32
Note 5 : Analyse des dépenses	33
Note 6 : Dépenses de personnel	34
Note 7 : Dépenses d'exploitation	35
Note 8 : Paiements de subventions, subsides et virements	36
Note 9 : Créances	37
Note 10 : Avances	37
Note 11 : Investissement dans des entreprises d'Etat	38
Note 12 : Biens de production (terrains, constructions et matériel)	43
Note 13 : Charges à payer et Provisions	44
Note 14 : Prestations dues aux employés	45
Note 15 : Passif sur comptes en fiducie	46
Note 16 : Instruments financiers	47
Note 17 : Parties liées	52
Note 18 : Evénements ultérieurs à la date de clôture des comptes	52
AUTRES ETATS	53
Récapitulatif des affectations par Ministère	54
(pour l'exercice clos au 31 décembre 2012)	54
Récapitulatif des affectations par Ministère (suite)	55
Comptes des affectations	56
(pour l'exercice close au 31 décembre 2012)	56
Etat des dépenses non autorisées	66
Rapprochement du compte des affectations budgétaires et du solde d'exploitation du Fonds de fonctionnement	67

ATTESTATIONS DE RESPONSABILITÉ

Ministre des Finances et de la Gestion économique

C'est avec grand plaisir que je présente les états financiers du gouvernement de la République de Vanuatu pour l'exercice 2012.

Conformément à mes responsabilités aux termes de l'article 30 de la Loi No. 6 de 1998 relative aux Finances publiques et à la Gestion économique (telle que modifiée), j'atteste à la fois de l'intégrité des informations financières contenues dans les comptes annuels et de leur conformité aux impératifs de la Loi.

Le ministre des Finances et de la Gestion économique
L'Honorable Simelum Maki Stanley (MP)

Le Directeur général du Ministère des Finances et de la Gestion économique

Les présents comptes annuels ont été préparés par le ministère des Finances et de la Gestion économique en conformité avec les dispositions de la Loi No. 6 de 1998 relative aux Finances publiques et à la Gestion économique. Ces états financiers ont été compilés suivant les principes comptables généralement reconnus et en conformité avec les normes internationales de comptabilité publique établies par la Fédération internationale des Comptables, dans la mesure du possible.

Le ministère des Finances et de la Gestion économique est chargé de mettre en place et de maintenir un système de contrôle interne destiné à apporter une assurance raisonnable de ce que les opérations répertoriées respectent l'autorité légale et reflètent correctement l'utilisation de toutes les ressources financières par le gouvernement. A ma connaissance, ce système de contrôle interne a fonctionné de manière adéquate tout au long de la période de publicité.

Conformément à mes responsabilités aux termes de l'article 30 de la Loi No. 6 de 1998 relative aux Finance publiques et à la Gestion économique (telle que modifiée), j'atteste à la fois de l'intégrité des informations financières contenues dans les comptes annuels et de leur conformité aux impératifs de la Loi.

Le Directeur Général par intérim
Ministère des Finances et de la Gestion économique
Simil Johnson



RAPPORT DU CONTRÔLEUR GÉNÉRAL DES COMPTES AU PARLEMENT SUR LES ÉTATS FINANCIERS DE L'ENSEMBLE DES POUVOIRS PUBLICS DE VANUATU POUR L'EXERCICE CLOS AU 31 DÉCEMBRE 2012

Conformément à l'article 25.5) de la Constitution de la République de Vanuatu et l'article 27 de la Loi No. 3 de 1998 sur l'Examen des Dépenses et le Contrôle des Comptes (telle que modifiée), j'ai vérifié les comptes annuels de l'ensemble des pouvoirs publics de Vanuatu (consolidés) pour l'exercice clos au 31 décembre 2012.

Les comptes annuels présentés aux pages 9 à 67 ont été établis selon la méthode du coût d'origine, sauf indication contraire, et de la comptabilité d'exercice, et ont été préparés conformément aux conventions comptables énoncées aux pages 25 à 28.

Responsabilités respectives du gouvernement et des vérificateurs

Comme indiqué à la page 2, le gouvernement est responsable de la préparation des comptes annuels. Ma responsabilité consiste à formuler une opinion impartiale de ces comptes, sur la base de ma vérification, et de vous en rendre compte.

Base de l'opinion

J'ai mené ma vérification conformément aux normes de vérification internationales édictées par l'Organisation internationale des Institutions supérieures de vérification, sauf que l'étendue de ma révision a été limitée comme expliqué ci-dessous.

Une vérification comprend l'examen, par sondages, des informations probantes relatives aux montants et informations contenus dans les comptes annuels. Elle comprend également une appréciation des estimations et raisons significatives adoptées par le gouvernement dans l'établissement des comptes annuels et de la question de savoir si les conventions comptables appliquées sont adaptées aux circonstances du gouvernement, appliquées de manière constante et adéquatement présentées.

Une vérification doit pouvoir obtenir toutes les informations et explications que je considère nécessaires pour m'apporter suffisamment d'informations probantes et un degré raisonnable de certitude que les comptes annuels ne comportent pas de déclarations erronées, que celles-ci soient attribuables à une fraude ou autre irrégularité ou à une erreur.

L'étendue de la présente vérification a été limitée en raison des facteurs suivants :

- Les soldes d'ouverture portés au bilan ne pouvaient être vérifiés en raison de l'absence d'opinion délivrée sur les états financiers au 31 décembre 2011 ;
- L'évaluation des terrains, constructions et matériel, et des travaux en cours, pour un montant de VT36.492 millions, n'a pu être vérifiée avec exactitude parce que les méthodes d'évaluation utilisées ne sont pas conformes aux normes comptables, les éléments d'actifs provenant de donations ne sont pas comptabilisés correctement et le registre des immobilisations est incomplet ;
- Les comptes annuels de certaines entreprises d'Etat (EE) ne sont pas d'actualité et/ou n'ont pas été vérifiés, ce qui jette le doute sur les chiffres qui sont avancés dans les états financiers ;

- Les informations se rapportant aux engagements et risques généraux (procédures judiciaires et litiges) n'ont pas été mises à jour ou vérifiées pour l'exercice 2012 faute d'avoir obtenu des précisions en temps voulu ;
- Des confirmations de tiers n'ont pas été reçues pour attester de soldes significatifs relatifs à des avances consenties à des EE, des subventions de l'Etat et des apports de bailleurs de fonds ; et
- Des informations et des explications demandées au sujet de certaines recettes, d'encaissements de débiteurs, d'éventualités, de journaux, d'emprunts, d'affectations, de dépenses, de passif sur comptes en fiducie et de rapprochements bancaires originaux n'ont pas été fournies à des fins de vérification pour diverses raisons.

Opinion avec réserve : Absence d'opinion du fait de l'étendue limitée

En conséquence de ce qui précède, et de l'effet des informations limitées à ma disposition, je ne suis pas en mesure de former une opinion quant à savoir si les états financiers donnent un aperçu fidèle et juste de la situation financière de l'ensemble des pouvoirs publics de Vanuatu au 31 décembre 2012 and des résultats d'exploitation à la clôture de cet exercice.

Qui plus est :

- La condition requise par la loi de préparer les états tous les ans et de les soumettre au bureau du Contrôleur général des comptes dans les trois mois de la date d'arrêté des comptes n'a pas été remplie comme l'exige l'article 25 de la Loi relative aux Finances publiques et à la Gestion économique. En conséquence, la condition requise de présenter des états financiers vérifiés au Parlement en temps voulu n'a pas été respectée ;
- Les dépassements de crédit à l'échelon ministériel et au niveau des activités ne sont pas conforme à l'article 32 de la Loi relative aux Finances publiques et à la Gestion économique qui stipule que le gouvernement ne doit pas engager de dépense ou assumer de dette à moins que celle-ci ne puisse être imputée à un programme ou une activité d'un pouvoir public. Le dépassement enfreint d'ailleurs le Règlement 3.1 (Règlements financiers) qui stipule que "toute dépense dont le paiement a été autorisé doit s'inscrire dans le cadre des budgets de programme ou de production désignés et votés dans des lois de finances ou des warrants" ;
- L'absence de présentation d'information budgétaire sur la même base que les états financiers est contraire aux conditions requises du Règlement 12.3 des Règlements financiers et de la norme 24 des Normes comptables internationales du secteur public (IPSAS) ;
- L'article 47 de la Loi relative aux Finances publiques et à la Gestion économique stipule que tout argent géré en fiducie par l'Etat doit être comptabilisé séparément des fonds publics et détenu sur un compte bancaire distinct. Or ces impératifs n'ont pas été respectés ;
- La déclaration dans les conventions comptables comme quoi les comptes ont été établis conformément aux Normes comptables internationales du secteur public (IPSAS) ne peut être satisfaite, car il existe des carences d'information qui nécessitent de plus amples explications pour non publicité.

Toutes les violations des lois et les questions se rapportant à la "limitation de l'étendue" ont été signalées et discutées plus en détail dans le rapport de gestion délivré pour la présente vérification.

Impartialité

En menant la vérification, nous avons suivi les conditions d'impartialité requises de la part de la fonction de Contrôleur général des comptes de Vanuatu, qui reprennent les conditions d'impartialité prévues dans les normes de vérification internationales.

En dehors de la vérification, nous n'avons aucun lien avec, ni d'intérêt dans l'ensemble des pouvoirs publics de Vanuatu (consolidés).

John Path
Contrôleur Général des Comptes

20 Avril 2015
Port Vila Vanuatu

COMMENTAIRES SUR LES COMPTES ANNUELS

Ces états financiers représentent les comptes annuels du système d'exercice préparés pour le gouvernement de la République de Vanuatu pour l'exercice clos au 31 décembre 2012. Les états ont été établis suivant les principes comptables généralement reconnus et en conformité avec les normes internationales de comptabilité publique établies par la Fédération internationale des Comptables, dans la mesure du possible. Là où les états financiers ne sont pas entièrement conformes à ces normes, il en est fait mention dans les notes jointes aux comptes.

Le solde d'exploitation du gouvernement est de -498 millions en 2012 contre -1.141 millions en 2011. Ci-suit un bref commentaire sur chacun des principaux états inclus dans les présents comptes :

Le Bilan

Le bilan affiche l'actif et le passif de l'Etat. En 2001, le gouvernement de Vanuatu a commencé le processus d'identifier tous ses éléments d'actif et de passif devant figurer dans les états financiers en vue de passer de la comptabilité de caisse (système de la gestion) à la comptabilité en créances et dettes en 2002. Toutes les dettes au passif ont été prises en compte pour la première fois dans les états financiers en 2002 et un redressement a été effectué sur le compte de participation pour traduire la prise en compte de ce passif dans les livres. Auparavant, celui-ci figurait à part, dans l'état des emprunts, et non pas dans le bilan.

En outre, pour l'exercice 2003, le gouvernement a pris en compte la valeur des immobilisations de l'Etat et des investissements dans des entreprises d'Etat dans le bilan même. Le redressement nécessaire pour ce faire a entraîné la création d'une importante plus-value de réévaluation comme composante du compte de capital de l'Etat. Le processus d'identification et d'évaluation des avoirs appartenant à l'Etat se poursuit et d'autres éléments d'actif et de passif ont été portés au bilan au fur et à mesure de leur identification et de leur évaluation.

La valeur nette de l'Etat à la clôture de l'exercice 2012 se monte à 24,861 milliards de vatu, comme indiqué ci-dessous :

	2012 vatu million	2011 vatu million
Bilan		
Actif	49,744	49,142
Passif	24,883	23,688
Valeur nette	24,861	25,454

Compte de résultat

Le compte de résultat montre les recettes et les dépenses totales du gouvernement chaque année. L'excédent ou le déficit net des entreprises d'Etat y est compris aussi pour indiquer le solde d'exploitation de toute l'entité de publication publique à la fin de chaque exercice. Ce compte comprend quelques autres postes qui ne figuraient pas dans les comptes antérieurs établis selon le système de la gestion, tels que l'amortissement des éléments d'actif et les pertes ou gains sur le change sur les emprunts. Suit un résumé du compte de résultat consolidé :

	2012 vatu million	2011 vatu million
Résultats consolidés		
Recettes	16,807	15,842
Dépenses	17,697	17,245
Recettes moins dépenses	(890)	(1,403)
Excédent (déficit) net des EE	392	262
Solde d'exploitation	(498)	(1,141)

Si l'on exclut les activités financées par des bailleurs de fonds, le compte de résultat du fonds de fonctionnement affiche un solde d'exploitation (gains sur le change compris) de -363 millions de vatu pour 2012 et -1.074 millions de vatu en 2011, comme suit :

	2012 vatu million	2011 vatu million
Résultats du Fonds de fonctionnement		
Recettes	14,735	12,910
Dépenses	15,091	14,510
Recettes moins dépenses	(356)	(1,600)
Excédent (déficit) net des EE	392	262
Solde d'exploitation	36	(1,338)
Moins mouvements de devises étrangères	(398)	264
Solde d'exploitation après redressement	(362)	(1,074)

Compte des emprunts

Les emprunts extérieurs ont diminué de 10.441 millions de vatu à 9.702 millions en 2012 suite à des remboursements de capital et des gains de change non matérialisés sur le solde restant à payer. Les emprunts intérieurs ont augmenté de 4.235 millions de vatu à 5.623 millions, le gouvernement ayant emprunté 1.388 millions de vatu supplémentaires sur le marché intérieur pour financer les déficits en cours et combler les déficits de trésorerie causés par les déficits d'exercices antérieurs.

	2012 vatu million	2011 vatu million
Emprunts		
Emprunts en devises étrangères	9,702	10,441
Emprunts intérieurs	5,623	4,235
Total des emprunts	15,326	14,676

COMPTE ANNUELS

du

GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE VANUATU

pour l'exercice clos au 31 décembre 2012

Compte de résultats
(pour l'exercice clos au 31 décembre 2012)

	Notes	2012 vatu million	2011 vatu million
Recettes			
perçues en vertu du pouvoir souverain de l'Etat			
Taxation	1	10,645	10,538
Droits de patente et d'enregistrement	1	1,553	1,262
Autres recettes souveraines	1	735	605
Total des recettes perçues en vertu du pouvoir souverain de l'Etat	1	12,933	12,405
Recettes perçues au titre des opérations d'Etat			
Charges et recouvrements	2	1,084	730
Revenu de placement	3	260	167
Total des recettes perçues au titre des opérations d'Etat		1,344	897
Autres recettes			
Contributions de bailleurs de fonds	4	2,132	2,804
Pertes sur la vente de placements	11	-	-
Gains/(pertes) sur le change		398	(264)
Total des autres recettes		2,530	2,540
Total des Recettes		16,807	15,842
Dépenses	5		
Dépenses de personnel	6	9,439	9,054
Dépenses de fonctionnement	7	3,723	4,235
Subsides et virements	8	2,368	2,174
Frais financiers		509	419
Amortissement des actifs	12	1,413	1,350
Passation en charges		245	13
Total des Dépenses	5	17,697	17,245
Recettes moins Dépenses		(890)	(1,403)
Excédent / (Déficit) net, moins répartitions, attribuable aux Entreprises d'Etat	11	392	262
Solde d'exploitation		(498)	(1,141)

Les notes et principes comptables joints aux présentes font partie intégrante de ces états financiers.

Note: Le compte des résultats englobe toutes les recettes et les dépenses des fonds de fonctionnement et de développement. L'état des secteurs contient des comptes d'activités financières et de résultats distincts pour le fonds de fonctionnement et le fonds de développement.

Bilan
(arrêté au 31 décembre 2012)

	Note	2012 vatu million	2011 vatu million
Actif			
En caisse et en banque		2,887	2,770
Créances	9	1,683	1,460
Avances	10	1,361	1,802
Charges payées d'avance		92	-
Investissements dans les Entreprises d'Etat	11	7,136	6,136
Biens de production	12	36,492	36,974
Travaux d'investissement en capital en cours		93	-
Total Actif		49,744	49,142
Passif			
Créditeurs et provisions	13	952	860
Prestations dues aux employés	14	7,931	7,571
Dettes sur comptes en fiducie	15	674	581
Emprunts		15,326	14,676
Total Passif		24,883	23,688
Total Actif moins Passif		24,861	25,454
Valeur nette			
Solde fonds de fonctionnement		7,769	7,325
Solde fonds de développement		1,965	2,499
Réserve spéciale		10,169	10,169
amortissables		4,958	5,461
Total valeur nette		24,861	25,454

Les notes et principes comptables joints aux présentes font partie intégrante de ces états financiers.

Note: Le bilan comprend tous les éléments d'actif et de passif relatifs aux fonds de fonctionnement, de fiducie et de développement.
Des précisions sur les emprunts figurent dans le compte des emprunts.
Des précisions sur l'évolution de la situation nette (valeur nette) sont apportées dans l'état de l'évolution de la situation nette.

Etat des mouvements de la trésorerie
(pour l'exercice clos au 31 décembre 2012)

	2012 vatu million	2011 vatu million
Flux de l'encaisse – Activités de fonctionnement		
Rentrées de fonds provenant de :		
Recettes fiscales	10,680	10,732
Droits de patente et d'enregistrement	1,514	1,215
Contributions de bailleurs de fonds	2,154	2,872
Autres recettes souveraines	721	587
Revenu de placement	182	192
Autres encaissements de fonctionnement	911	710
Total encaisse de fonctionnement :	16,162	16,308
Décaissements :		
Paielements du personnel	9,112	8,665
Paielements de fonctionnement	4,134	4,556
Subsides et virements	2,372	2,130
Frais financiers	448	397
Total décaissement de fonctionnement	16,066	15,748
Encaisse nette de fonctionnement	96	560
Flux de l'encaisse – Activités d'investissement		
Rentrées de fonds provenant de :		
Vente d'éléments d'actif physiques	-	-
Remboursement d'avances par des EE	441	167
Vente d'investissements	-	-
Total encaisse d'investissement	441	167
Décaissements :		
Achat d'actifs matériels	1,207	1,849
Investissements dans les EE	608	100
Avances à des EE	-	-
Total décaissement d'investissement	1,815	1,949
Encaisse nette d'investissement	(1,374)	(1,782)

Les notes et principes comptables joints aux présentes font partie intégrante de ces états financiers.

Etat des mouvements de la trésorerie (suite)
(pour l'exercice clos au 31 décembre 2012)

	2012 vatu million	2011 vatu million
Flux de l'encaisse – Activités de financement		
Rentrées de fonds provenant de :		
Déblocage d'emprunts intérieurs	1,990	1,250
Déblocage d'emprunts extérieurs	-	590
Financement provenant de Vanuatu Post Ltd	275	-
Encaissements / (décaissements) nets de fonds	68	(158)
Total décaissement de financement	2,333	1,682
Décaissements :		
Remboursement d'emprunts intérieurs	602	300
Remboursement d'emprunts extérieurs	336	307
Total décaissements pour activités de financement	938	607
Flux monétaire net des activités de financement	1,395	1,075
Augmentation /(Diminution) nette de l'encaisse	117	(147)
Plus solde d'ouverture	2,770	2,917
Solde de clôture	2,887	2,770

Les notes et principes comptables joints aux présentes font partie intégrante de ces états financiers.

Rapprochement de la trésorerie nette d'exploitation et du solde d'exploitation

(pour l'exercice clos au 31 décembre 2012)

	2012 vatu million	2011 vatu million
Flux de l'encaisse nets provenant d'exploitation	96	560
Postes inclus dans solde d'exploitation mais non pas dans les flux de l'encaisse nets		
Evolution des évaluations		
Gains/(pertes) nets sur le change non matérialisés	401	(263)
Passations en charges hors trésorerie	-	(13)
Total évolution des évaluations	401	(276)
Mouvements d'actif		
Amortissement	(1,413)	(1,350)
Excédent/(déficit) net, moins répartitions, attribuable aux entreprises d'Etat	392	262
Autre mouvements d'actif	64	(56)
Total Mouvements d'actif	(957)	(1,144)
Mouvements au niveau du fonds de roulement		
Augmentation/(diminution) des créances	223	19
Augmentation/(Diminution) des avances aux	8	(3)
Augmentation)/Diminution des charges à payer et provis	(92)	223
Moins ce qui est dû à Vanuatu Post Ltd. pour l'achat	183	-
(Augmentation)/Diminution des prestations dues	(360)	(520)
Total Mouvements fonds de roulement	(38)	(281)
Solde d'exploitation	(498)	(1,141)

Les notes et principes comptables joints aux présentes font partie intégrante de ces états financiers.

Etat de l'évolution de la situation nette
(pour l'exercice clos au 31 décembre 2012)

	2012 vatu million	2011 vatu million
Solde d'ouverture Situation nette		
Fonds de fonctionnement	7,325	8,183
Fonds de développement	2,499	2,376
Réserve spéciale	10,169	10,169
Plus-value de réévaluation des immobilisations amortissables	5,461	5,073
Solde d'ouverture de la situation nette	25,454	25,801
Excédent / (Déficit) net		
Fonds de fonctionnement	36	(1,338)
Fonds de développement	(534)	123
Excédent / (Déficit) net	(498)	(1,215)
Autres mouvements		
Fonds de fonctionnement	408	480
Réserve spéciale	-	-
Plus-value de réévaluation des immobilisations amortissables	(503)	388
Autres mouvements	(95)	868
Solde de clôture		
Fonds de fonctionnement	7,769	7,325
Fonds de développement	1,965	2,499
Réserve spéciale	10,169	10,169
Plus-value de réévaluation des immobilisations amortissables	4,958	5,461
Solde de clôture de la situation nette	24,861	25,454

Les notes et principes comptables joints aux présentes font partie intégrante de ces états financiers.

Etat de l'évolution de la situation nette (suite)
(pour l'exercice clos au 31 décembre 2012)
Solde du fonds de fonctionnement

	2012	2011
	vatu million	vatu million
Solde d'ouverture Fonds de Fonctionnement	7,325	8,183
Excédent/(Déficit) net de l'exercice	36	(1,338)
Transfert de plus-value de réévaluation d'immobilisations amortissables	407	407
Soldes des constructions en cours transférés du fonds de développement	2	74
Arrondi	(1)	(1)
Solde de clôture Fonds de Fonctionnement	7,769	7,325

L'excédent/(Déficit) net pour l'exercice comprend l'amortissement pour toutes les immobilisations. Ces éléments d'actif ont été, en grande partie, introduits dans le bilan en 2003 et c'est alors qu'une plus-value de réévaluation a été établie pour les immobilisations amortissables en cette année. Celles-ci avaient été imputées aux dépenses dans les exercices antérieurs et il n'a pas été possible de reprendre les comptes antérieurs pour refléter ce changement. Afin de refléter l'évolution réelle du solde du fonds de fonctionnement de façon plus pertinente, l'amortissement pour tous les éléments d'actif est constaté comme dépense dans le compte des résultats, tandis que l'amortissement des éléments d'actif rapportés et réévalués par rapport à la plus-value de réévaluation est porté comme étant un virement de la plus-value de réévaluation des immobilisations amortissables dans l'état de l'évolution de la situation nette.

Solde du fonds de développement

	2012	2011
	vatu million	vatu million
Solde d'ouverture Fonds de Développement	2,499	2,376
Excédent/(Déficit) de l'exercice	(534)	123
Solde de clôture Fonds de Développement	1,965	2,499

Le solde du fonds de développement représente des montants provenant de bailleurs de fonds pour des projets de développement qui n'ont pas encore été dépensés. Ceux-ci sont tenus en réserve pour chaque projet approuvé jusqu'à ce qu'ils soient engagés au titre des dépenses par le ministère ou l'instance chargée du projet. Les apports de bailleurs de fonds sont déposés sur un compte en fiducie distinct à la Banque de la Réserve.

Rapprochement de la dette impayée pour contributions de bailleurs de fonds non dépensées et du compte bancaire du Fonds de développement

	2012	2011
	vatu million	vatu million
Rapprochement des soldes du fonds de développement		
Solde des contributions non dépensées de	1,965	2,499
Solde du compte bancaire du fonds de développement	2,118	2,593
Espèces dues au compte bancaire du fonds de développement	(153)	(94)
Solde d'autres comptes bancaires (pour couvrir ce qui est dû au fonds de développement)	769	177

Les notes et principes comptables joints aux présentes font partie intégrante de ces états financiers.

Etat de l'évolution de la situation nette (suite) (pour l'exercice clos au 31 décembre 2012)

Les apports de bailleurs de fonds sont versés sur un compte en fiducie à part à la Banque de Réserve. Le gouvernement prélève les paiements pour des projets de bailleurs de fonds sur le compte bancaire principal et retire suffisamment du compte en fiducie du fonds de développement pour faire face aux paiements anticipés du mois suivant. De ce fait, le solde du compte bancaire du fonds de développement pourra être différent du montant total restant à dépenser. La différence entre le passif que constituent les apports non dépensés des bailleurs de fonds et le solde en compte bancaire est indiquée dans le rapprochement ci-dessus. En 2011, le solde détenu sur le compte en fiducie du fonds de développement était de 94 millions de plus que les apports non dépensés des bailleurs de fonds, tandis qu'en 2012, il y avait 153 millions de plus.

Solde de la réserve spéciale

	2012 vatu million	2011 vatu million
Solde d'ouverture Réserve Spéciale	10,169	10,169
Nouvelles provisions en 2011 ou 2012	-	-
Solde de clôture Réserve Spéciale	10,169	10,169

La réserve spéciale comporte les postes (à l'exclusion d'immobilisations amortissables) portés au bilan lors de la transition de la méthode de la comptabilité de caisse à celle de la comptabilité en créances et dettes. Y sont compris les soldes d'ouverture pour les entreprises d'Etat, les provisions pour indemnités d'ancienneté, les créances, les comptes fournisseurs, etc. lorsqu'ils ont été portés pour la première fois au bilan.

Solde de la plus-value de réévaluation des immobilisations amortissables

	2012 vatu million	2011 vatu million
Solde d'ouverture Plus-value de réévaluation de l'actif amortissable	5,461	5,073
Soldes de la réévaluation des immobilisations prise en compte dans le bilan	(96)	795
Virement au solde du fonds de fonctionnement pour amortissement imputé à l'actif rapporté	(407)	(407)
Solde de clôture Plus-value de réévaluation de l'actif amortissable	4,958	5,461

Les immobilisations du gouvernement ont été réévaluées et portées au bilan de 2003. D'autres sont venues s'y ajouter au cours des exercices ultérieurs. La plus-value de réévaluation des immobilisations amortissables a été établie pour constater cette réévaluation. L'amortissement d'éléments d'actif rapporté à cette plus-value dans chaque exercice est viré au solde du fonds de fonctionnement et à terme, cette plus-value sera graduellement ramenée à zéro au fur et à mesure que les éléments d'actif sont entièrement amortis.

Les notes et principes comptables joints aux présentes font partie intégrante de ces états financiers.

Compte des emprunts (au 31 décembre 2012)

	2012 vatu million	2011 vatu million
Emprunts en devises étrangères		
Solde d'ouverture	10,441	9,860
Prélèvements de capital	-	590
Remboursements de capital	(336)	(307)
Emprunts passés en charges	-	-
Gains/(Pertes) sur le change	(403)	299
Solde de clôture	9,702	10,441
Emprunts intérieurs		
Solde d'ouverture	4,235	3,285
Prélèvements de capital	1,990	1,250
Remboursements de capital	(602)	(300)
Emprunts passés en charges	-	-
Gains/(Pertes) sur le change	-	-
Solde de clôture	5,623	4,235
Total des emprunts		
Solde d'ouverture	14,676	13,144
Prélèvements de capital	1,990	1,840
Remboursements de capital	(938)	(607)
Emprunts passés en charges	-	-
Gains/(Pertes) sur le change	(403)	299
Solde de clôture	15,326	14,676

Ce compte résume les mouvements des emprunts extérieurs et intérieurs au cours de chaque exercice. Un état détaillé des emprunts, par monnaie, avec le solde de chaque emprunt, est présenté aux pages suivantes. De plus amples informations sur les emprunts apparaissent dans la Note 16 – Instruments financiers.

Les notes et principes comptables joints aux présentes font partie intégrante de ces états financiers.

Etat des emprunts en monnaie étrangère par devise
(au 31 décembre 2012)

	2012 vatu million	2011 vatu million
Emprunts en monnaie étrangère par devise		
Yen japonais	3,789	3,846
Yuan Renminbi chinois	2,397	2,792
Dollar américain	1,333	1,411
Droits de tirage spéciaux de l'AID	958	1,037
Euro	627	726
Dollar australien	412	434
Franc suisse	98	103
Dollar canadien	70	73
Couronne (Krona) suédoise	11	12
Couronne (Krona) danoise	6	6
Won coréen	1	1
Total des emprunts en devises étrangères	9,702	10,441

Les notes et principes comptables joints aux présentes font partie intégrante de ces états financiers.

Etat des emprunts (ventilés)
(au 31 décembre 2012)

	2012 vatu million	2011 vatu million
Prêts de la Banque Asiatique de Développement		
Services de vulgarisation pour l'agriculture	44	48
Prêt pour projets multiples	207	234
Banque de Développement de Vanuatu	37	41
Banque de Développement de Vanuatu / IFD	246	275
Quai de Santo	426	469
Complément pour quai de Santo	282	313
Infrastructure urbaine	962	1,063
Programme de réforme globale	2,236	2,492
Cyclone Dani	178	197
Total des emprunts à la BAD	4,617	5,134
Prêts de l'Association Internationale pour le Développement		
Services de vulgarisation pour l'agriculture	100	107
Prêt pour projets multiples	188	201
Enseignement primaire et secondaire	558	608
Logements	112	121
Total des emprunts à l'AID	958	1,037
Autres prêts en devises étrangères		
Prêt de la CFD pour Telecom Vanuatu Ltd	227	259
Prêt de la BEI pour le projet Bauerfield	111	165
Prêt de la Chine pour le projet e-gouvernement	2,926	2,948
Air Vanuatu achat d'appareils chinois Y-12	863	898
Total des autres prêts en devises étrangères	4,127	4,271
Total des prêts en devises étrangères	9,702	10,441
Emprunts intérieurs	5,623	4,235
Total des emprunts	15,326	14,676

Les notes et principes comptables joints aux présentes font partie intégrante de ces états financiers.

Etat des engagements
(au 31 décembre 2012)

	2012 vatu million	2011 vatu million
Engagements en capital		
Echéance à 1 an	578	578
Echéance de 2 à 5 ans	-	-
Echéance au delà de 5 ans	-	-
Total des engagements en capital	578	578
Engagements de fonctionnement		
Echéance à 1 an	75	75
Echéance de 2 à 5 ans	243	243
Echéance au delà de 5 ans	243	243
Total des engagements de fonctionnement	561	561
Total des engagements	1,139	1,139

Les notes et principes comptables joints aux présentes font partie intégrante de ces états financiers.

Etat des risques financiers spécifiques (au 31 décembre 2012)

Tableau des éléments de passif et d'actif éventuels

	2012 vatu million	2011 vatu million
Dettes éventuelles quantifiables		
Garanties et indemnités	2,101	12,789
Capital non encore appelé	3,594	3,628
Poursuites judiciaires et litiges	1,646	1,646
Autres dettes éventuelles	-	-
Total des dettes éventuelles quantifiables	7,341	18,063
Eléments d'actif éventuels quantifiables		
Poursuites judiciaires et litiges	73	73
Total des éléments d'actif éventuels quantifiables	73	73

Liste des éléments de passif et d'actif éventuels significatifs

Les dettes éventuelles sont des coûts que le gouvernement devra assumer seulement si un événement particulier se produit. Les éléments d'actif éventuels sont des biens potentiels qui dépendent de ce qu'un événement particulier se produise. La probabilité de ce que de chaque événement se produise et que l'élément de passif ou d'actif éventuel se matérialise varie énormément et dans bon nombre de cas il est peu probable que l'un ou l'autre se matérialise jamais.

Seuls les éléments de passif et d'actif éventuels supérieurs à 50 millions de vatu sont signalés séparément. Ceux qui sont inférieurs à ce montant sont compris dans les totaux indiqués dans le tableau ci-dessus, mais ne sont pas inclus dans la liste qui suit. Lorsqu'un élément de passif ou d'actif éventuel n'est pas quantifiable, mais qu'il est jugé conséquent, il figure aussi sur cette liste. Les montants indiqués pour des poursuites judiciaires et des litiges s'entendent hors intérêts et dépens qui pourraient être réclamés si les tribunaux statuent contre le gouvernement sur ces affaires. Les éléments de passif et d'actif éventuels significatifs sont énumérés ci-dessous :

		2012 vatu million	2011 vatu million
Garanties et Indemnités			
Banque Nationale de Vanuatu	Garantie de remboursement de tous les fonds déposés auprès de la Banque Nationale de Vanuatu consentie par le gouvernement de Vanuatu	-	10,649
Air Vanuatu	Garanties de prêts consenties à la CNPV, la Banque BRED et à des sociétés de crédit-bail pour des avions, à l'appui de l'exploitation de la compagnie aérienne nationale, Air Vanuatu.	2,014	2,053
Pacific Aviation Security Office (Sécurité de l'aviation dans le Pacifique)	Garantie de prêt consentie à la Banque Asiatique de Développement pour 25% d'un prêt de 1.033,00 DTS (env. USD \$1,9m) accordé à Pacific Aviation Security Office.	43	44
Société Nationale de l'Habitat	Garantie de prêt consentie à la Commonwealth Development Corporation pour un prêt de £300.000 à la Société Nationale de l'Habitat pour divers projets de développement.	44	43
Total Garanties et Indemnités		2,101	12,789

Les notes et principes comptables joints aux présentes font partie intégrante de ces états financiers.

Tableau des éléments de passif et d'actif éventuels significatifs (suite)

		2012 vatu million	2011 vatu million
Capital non appelé et billets non producteurs d'intérêts			
Fonds Monétaire International	BNPI pour la cotisation de Vanuatu comme membre du FMI	2,125	2,125
Banque Asiatique de Développement	BNPI pour l'adhésion (USD \$201.000) et souscriptions de capital non appelé pour cotisations de Vanuatu en tant que membre de la BAD (USD \$2.762.000)	271	277
Banque Asiatique de Développement	Proposition d'augmentation générale de capital pour les contributions de membres de la BAD	1,198	1,226
Total Capital non appelé et billets NPI		3,594	3,628
Autres dettes éventuelles			
		-	-
Total autres dettes éventuelles		-	-

La Banque nationale de Vanuatu a été constituée en société en 2012, le gouvernement de Vanuatu en détenant 70% des parts ; d'autres parts ont été achetées par la société internationale de financement (International Finance Corporation) et la Caisse nationale de Prévoyance de Vanuatu. Dans le cadre de cette initiative, la Loi No. 3 de 2012 relative à la Banque nationale de Vanuatu (Restructuration) a abrogé la Loi sur la Banque nationale de Vanuatu [Chap. 209]. La garantie apportée par le gouvernement couvrant l'ensemble des dépôts à la BNV était prévue dans les dispositions de l'ancienne loi sur la BNV et par conséquent, elle a été supprimée des dettes éventuelles de l'exercice 2012.

Les notes et principes comptables joints aux présentes font partie intégrante de ces états financiers.

Etat des secteurs – Compte d’exploitation financière du fonds de développement
(pour l’exercice clos au 31 décembre 2012)

	2012 vatu million	2011 vatu million
Solde d'ouverture	2,499	2,376
Contributions de bailleurs de fonds		
Millennium Challenge Corporation	-	155
Australie	1,354	1,382
Nouvelle-Zélande	326	260
Nations Unies	95	138
Union Européenne	77	6
Gouvernement de Vanuatu	45	140
Japon	56	642
Organisation Mondiale de la Santé	25	50
Chine	1	7
France	9	32
Contributions d'autres bailleurs de fonds	189	142
Autres recettes	-	136
Gains / (Pertes) sur le change	-	-
Total Contributions des bailleurs de fonds	2,177	3,090
Dépenses par Ministère		
Infrastructure et Entreprises de Services publics	803	1,374
Finances et Gestion Economique	525	378
Santé	416	389
Education	560	510
Affaires Intérieures	143	28
Terres, Géologie et Mines	64	111
Justice et Services d'intérêt public	24	34
Organes constitutionnels du gouvernement	27	23
Agriculture, Quarantaine, Sylviculture et Pêches	33	31
Commerce, Industrie et Tourisme	17	58
Bureau du Premier Ministre	11	10
Affaires étrangères et Commerce Extérieur	49	-
Développement des Jeunes et Formation	39	15
Coopératives et Promotion des entreprises Ni-Vanuatu	-	-
Virements sur Fonds de fonctionnement à l'appui	-	6
Autres	-	-
Total des dépenses	2,711	2,967
Mouvement du Fonds de Développement	(534)	123
Solde de clôture	1,965	2,499

Les notes et principes comptables joints aux présentes font partie intégrante de ces états financiers.

Etat sectoriel – Compte des résultats du fonds de fonctionnement
(pour l'exercice clos au 31 décembre 2012)

	2012 vatu million	2011 vatu million
Recettes		
perçues en vertu du pouvoir souverain de l'Etat		
Recettes fiscales	10,645	10,538
Droits de patente et d'enregistrement	1,566	1,149
Autres recettes souveraines	735	605
Total des recettes perçues en vertu du pouvoir souverain de l'Etat	12,946	12,292
Recettes perçues au titre des opérations d'Etat		
Charges et recouvrements	1,071	721
Revenu de placement	249	155
Total des recettes perçues au titre des opérations d'Etat	1,320	876
Autres recettes		
Contributions de bailleurs de fonds	71	6
Pertes sur la vente de placements	-	-
Gains/(pertes) sur le change	398	(264)
Total des autres recettes	469	(258)
Total des Recettes	14,735	12,910
Dépenses		
Dépenses de personnel	9,104	8,714
Dépenses de fonctionnement	1,789	1,993
Paieement de subventions, subsides et virements	2,031	2,021
Frais financiers	509	419
Amortissement des actifs	1,413	1,350
Passation en charges	245	13
Total des Dépenses	15,091	14,510
Recettes moins Dépenses	(356)	(1,600)
Excédent / (Déficit) net, moins répartitions, attribuable aux Entreprises d'Etat	392	262
Solde d'exploitation du fonds de fonctionnement	36	(1,338)
Virement de plus-value de réévaluation des immobilisations amortissables	407	407
Mouvement du fonds de fonctionnement sur l'exercice	443	(931)
Rapprochement avec solde d'exploitation consolidé		
Solde d'exploitation du fonds de fonctionnement	36	(1,338)
Mouvement du fonds de développement	(534)	123
Dépenses en capital inscrites au titre de travaux en cours dans le bilan	-	74
Solde d'exploitation consolidé	(498)	(1,141)

Les notes et principes comptables joints aux présentes font partie intégrante de ces états financiers.

Déclaration des principes comptables

Entité présentant l'information

L'entité économique du gouvernement comprend les ministères, les départements d'Etat, les établissements financiers contrôlés par le gouvernement et toutes les autres entités appartenant à l'Etat ou sous son contrôle.

Les comptes annuels reflètent avant tout les transactions financières et les informations afférentes des ministères et départements d'Etat. Ils contiennent en outre une appréciation des intérêts financiers que le gouvernement détient dans des institutions et entités morales d'Etat.

Ne sont pas contenues dans ces comptes annuels les transactions financières et les informations afférentes des écoles, des conseils provinciaux et municipaux.

Conventions comptables

Les comptes annuels ont été préparés suivant les impératifs des articles 24 et 26 de la Loi No. 6 de 1998 relative aux Finances publiques et à la Gestion économique (telle que modifiée), des règles de finances du gouvernement et, dans la mesure du possible, en conformité avec les normes internationales de publicité financière et les normes internationales de comptabilité publique établies par la Fédération internationale des Comptables.

Les comptes annuels ont été préparés sur la base du système de l'exercice et suivant la comptabilité au coût d'origine, sauf indication contraire.

Période d'information comptable

La période d'information comptable à laquelle se rapportent ces états financiers est l'exercice clos au 31 décembre 2012.

Base de regroupement

Tous les ministères, organes et services gouvernementaux essentiels sont regroupés en appliquant la méthode de l'achat pur et simple. Les éléments d'actif et de passif, les recettes et dépenses correspondants s'ajoutent les uns aux autres ligne par ligne et les transactions et soldes entre entités s'annulent lors du regroupement.

Les investissements du gouvernement dans des institutions et personnes morales de l'Etat, ainsi que dans la Banque de Réserve de Vanuatu, sont constatés suivant la méthode de la mise en équivalence. Pour déterminer le montant qui sera porté au bilan en fin d'exercice pour de tels investissements, une régularisation est effectuée à l'aide de la méthode de la mise en équivalence pour tenir compte de tout changement ultérieur de la quote-part du gouvernement dans l'actif net de telles entités, en se fondant sur leurs derniers états financiers en date et leur évolution financière postérieure.

A l'origine, la constatation de cette catégorie d'actif dans le bilan en 2003 a conduit à inscrire un crédit à la réserve de capital. Les régularisations de la valeur comptable de ces investissements effectuées subséquemment apparaissent dans le compte des résultats.

Recettes

Recettes perçues en vertu du pouvoir souverain de l'Etat

L'Etat fournit de nombreux biens et services et prestations qui ne donnent pas lieu à des recettes. Par ailleurs, le fait de payer des taxes ne signifie pas, en soi, que le contribuable puisse prétendre à une valeur équivalente de services ou de prestations, car il n'y a aucun lien direct entre le paiement de taxes et la réception de services et de virements publics.

Les recettes publiques générées par les taxes et les droits et pénalités réglementaires sont constatées au moment où se produit la transaction ou l'évènement donnant lieu à la recette. Pour les principales recettes de cette catégorie, le moment de la constatation de la perception est indiqué dans le tableau ci-dessous :

Type de recettes	Moment de la constatation de la perception
Taxe sur la valeur ajoutée	A l'achat ou la vente de biens ou services imposables au cours de la période fiscale
Droits d'importation, accise et tarifs	Au passage des biens soumis aux droits de douane au delà de la limite douanière (ou à la sortie de l'entrepôt)
Impôts fonciers	A l'expiration de la date d'imposition
Patentes et enregistrements	Lors du paiement du droit
Autres taxes et contributions	Dès lors qu'elles deviennent des dettes envers l'Etat

Revenu de placement

Le revenu de placement est constaté dans la période au cours de laquelle il est produit. Les intérêts générés par des prêts consentis à des entités étatiques s'accumulent périodiquement par renvoi au capital restant à payer, au taux d'intérêt applicable et au taux de change pertinent.

Les dividendes générés par les investissements dans des entités étatiques sont constatés dans la période au cours de laquelle ils sont distribués lorsque l'entité en question a établi définitivement ses comptes annuels, sans quoi ils sont constatés une fois qu'ils ont été perçus.

Recettes produites dans le cadre de l'exploitation

Si des recettes sont perçues par l'Etat en échange de la fourniture de biens ou de services à des tiers, l'Etat perçoit ses recettes au titre des opérations d'exploitation. Elles sont constatées lorsqu'elles sont produites.

Gains

Les gains réalisés sur la vente d'actifs ou le remboursement anticipé de dettes sont constatés dans le compte des résultats dans la période au cours de laquelle la transaction est effectuée.

Les gains sur le change non matérialisés relatifs à des éléments d'actif ou de passif monétaires sont constatés dans le compte des résultats.

Des gains non matérialisés découlant de changements de la valeur de biens de production (terrains, constructions, matériel) sont constatés à la date d'arrêté des comptes. Dans la mesure où un gain est une contrepassation d'une perte imputée antérieurement au compte des résultats, ce gain est porté au crédit du compte des résultats. Autrement, les gains sont portés au crédit d'une plus-value de réévaluation pour cette catégorie d'actif.

Dépenses

Frais généraux

Ces dépenses sont constatées dans la période auxquelles elles se rapportent.

Subventions et subsides

Lorsque les subventions et les subsides sont discrétionnaires jusqu'à ce qu'ils soient payés, la dépense est constatée une fois le paiement effectué. Autrement, la dépense est constatée quand les critères spécifiques ont été remplis et que l'Etat en a été notifié.

Pertes

Les pertes matérialisées sur la vente d'actifs ou le remboursement anticipé de dettes sont constatées dans le compte des résultats dans la période au cours de laquelle la transaction a lieu.

Des pertes non matérialisées sur le change relativement à des éléments d'actif et de passif monétaires sont constatées dans le compte des résultats.

Les pertes non matérialisées (hors pertes sur le change) résultant de changements de la valeur de biens de production sont constatées à la date d'arrêté des comptes. Elles sont

d'abord imputées à la plus-value de réévaluation pour cette catégorie d'actif. Tout solde, le cas échéant, est imputé au compte des résultats.

Transactions en devises étrangères

Les opérations en devises étrangères sont répertoriées au cours du vatu à la date de la transaction ou au cours tel que fixé d'avance si l'opération relève d'un contrat de taux de change à terme. Les différences de change se produisant au moment du règlement de ces transactions sont constatées dans le compte des résultats.

Les opérations en devises étrangères non exécutées sont converties au cours du vatu à la date de clôture. Les gains ou pertes sur le change sont pris en compte dans le compte des résultats de l'exercice durant lequel ils se produisent.

Les cours appliqués dans ces comptes annuels sont les taux moyens indiqués par la Banque de Réserve de Vanuatu.

Amortissement

L'amortissement est imputé selon la méthode de l'amortissement linéaire à des taux calculés de façon à affecter le coût ou l'évaluation d'un élément de biens de production, moins une valeur résiduelle éventuelle estimée, sur la période de sa vie utile estimée. La durée de vie utile telle qu'estimée pour différentes catégories de biens de production est typiquement la suivante :

Bâtiments en propriété perpétuelle :	de 25 à 50 ans ;
Infrastructure :	de 8 à 50 ans ; et
Machines, matériel et véhicules :	de 2 à 10 ans

Eléments d'actif

Encaisse

L'encaisse comprend les fonds en caisse et les fonds disponibles en banque, en compte courant ou en dépôt à court terme. Les soldes de découverts en compte courant sont pris en compte dans le solde de l'encaisse.

Eléments d'actif monétaires en devises étrangères

Les actifs monétaires à court terme objet de contrats à terme sont convertis en vatu au taux contractuel. Autrement, les actifs monétaires en devises sont convertis au taux de change de clôture.

Les gains et pertes sur le change sont pris en compte dans le compte des résultats dans l'exercice au cours duquel ils se produisent.

Créances et avances

Les créances et les avances sont comptabilisées sur la base des montants qu'il est prévu de récupérer à terme au comptant. Les avances libellées en devise étrangère sont converties en vatu au taux de clôture.

Stocks

Les stocks sont comptabilisés sur la base du coût à l'achat ou de la valeur nette de réalisation, des deux, le montant le moins élevé.

Biens de production (terrains, constructions et matériel)

Les biens de production constatés pour la première fois dans le compte des résultats ont été comptabilisés sur la base de la fraction non amortie du coût arrêté en fonction d'évaluations au prix du marché et d'expertises techniques effectuées par des évaluateurs professionnels. La fraction non-amortie du coût est basée sur le coût estimé de construction ou d'achat, diminué en tenant compte de facteurs d'âge et de dégradation de l'actif.

Les éléments d'actif acquis ultérieurement sont comptabilisés à prix coûtant ou, s'ils ont été fournis par des bailleurs de fonds ou acquis autrement gratuitement ou pour une contrepartie symbolique, sur la base de leur évaluation, c'est-à-dire leur juste valeur à la date d'acquisition.

Terres domaniales à Port-Vila et Luganville

Les terres dans les périmètres municipaux de Port-Vila et Luganville appartiennent à l'Etat et ont été comptabilisées à leur juste valeur telle qu'arrêtée par l'Evaluateur général.

Eléments de passif

Emprunts

Les dettes du gouvernement relatives à ses emprunts publics sont constatées dans le bilan lorsque le gouvernement devient une partie aux dispositions contractuelles des instruments de prêt correspondants et sont prises en compte à l'origine sur la base de l'équivalent en vatu du prélèvement de l'emprunt.

Les soldes des emprunts restant à payer qui sont libellés et remboursables en devise étrangère sont reconvertis en vatu au taux applicable à la date d'arrêté des comptes. Les charges d'intérêts sont imputées au compte des résultats de l'exercice au cours duquel elles arrivent à échéance. Toutes les différences de change résultant des fluctuations monétaires sont prises en compte dans le compte des résultats, qu'elles se soient matérialisées ou non.

Prestations dues aux employés

Les prestations dues aux employés au titre des salaires et des payes, des congés annuels et autres prestations semblables sont constatées lorsqu'elles deviennent exigibles. La charge des prestations des employés est comptabilisée à la valeur actuelle de la trésorerie prévisionnelle future.

Engagements

Les engagements sont des dépenses et dettes futures qui vont être encourues dans le cadre de contrats conclus à la date d'arrêté des comptes. Ils comprennent les engagements de fonctionnement et de capital résultant d'obligations contractuelles ou légales non résiliables. Les engagements relatifs aux intérêts sur des dettes et ceux relatifs à des contrats de travail ne sont pas compris dans le tableau des engagements.

Eléments de passif et d'actif éventuels

Les éléments de passif et d'actif éventuels sont portés dans l'état des risques financiers particuliers au moment où l'éventualité devient manifeste.

NOTES RELATIVES AUX ETATS FINANCIERS

Note 1 : Taxes et impôts perçus en vertu du pouvoir souverain de l'Etat (pour l'exercice clos au 31 décembre 2012)

	2012 vatu million	2011 vatu million
Recettes fiscales		
Taxe sur la Valeur Ajoutée	5,474	5,040
Droits d'importation	2,598	2,889
Accise	1,918	1,936
Impôt sur le chiffre d'affaires	269	319
Vignette (taxe routière)	154	177
Droits et taxes sur le jeu d'argent	151	90
Impôt locatif	60	62
Droits à l'exportation	-	1
Autres taxes	21	24
Total des recettes fiscales	10,645	10,538
Droits de patente et d'enregistrement		
Droits de patente et d'enregistrement	208	201
Licences de véhicules	184	156
Droit de timbre sur les sociétés	164	127
Licences et immatriculation de bateaux de pêche	171	185
Permis de travail	163	162
Permis de séjour	425	157
Droits d'immatriculation de navires	40	46
Redevances minières	8	84
Licences de télécommunication et radio	-	11
Immatriculation de sociétés offshore	78	66
Autres droits de licence et d'enregistrement	112	67
Total des droits de patente et d'enregistrement	1,553	1,262
Autres recettes souveraines		
Loyers fonciers, enregistrement et primes	707	584
Droits de concession	-	-
Amendes judiciaires	26	20
Amendes et pénalités - entreprises de services publics	2	1
Total des autres recettes souveraines	735	605
Total des recettes souveraines	12,933	12,405

Note 1 (suite) : Exonérations et dégrèvements fiscaux
(pour l'exercice clos au 31 décembre 2012)

	2012 vatu million	2011 vatu million
Dégrèvements d'ordre économique		
Gas-oil pour la production d'électricité	271	295
Fabrication ou transformation de marchandises	74	71
Projets de développement touristique	10	11
Transport inter-îles de marchandises	-	-
Autres dégrèvements économiques	4	3
Total des dégrèvements d'ordre économique	359	380
Autres dégrèvements		
Marchandises données ou importées pour projets d'aide	479	397
Groupe du Fer de Lance Mélanésien	325	342
Marchandises importées en vertu de conventions/accords internationaux	50	65
Dégrèvements à titre caritatif pour groupes et organisations à but non lucratif	27	52
Dégrèvements personnels	70	68
Marchandises en importation temporaire	58	44
Promotion de la sécurité, santé ou salut public à l'échelon national	1	-
Dégrèvements divers sous condition	24	35
Total des autres dégrèvements	1,034	1,003
Total des exonérations et dégrèvements fiscaux	1,393	1,383

Les marchandises importées qui satisfont à certaines conditions, telles que stipulées à l'Annexe III du recueil des tarifs douaniers, sont soit exonérées des droits de douane soit assujetties à des tarifs inférieurs à ceux qui seraient ordinairement applicables. L'annexe fait ressortir les montants des droits ou tarifs à l'importation qui auraient été perçus si ces exonérations ou dégrèvements n'avaient pas été accordés. Ces montants ne sont pas inscrits au titre des recettes de l'exercice puisqu'ils n'ont jamais été imputés ni perçus et reflètent des décisions fiscales prises par les pouvoirs publics.

L'information sur les exonérations et dégrèvements fiscaux est fournie par le Service de la Douane et des Contributions Indirectes.

Note 2 : Charges et recouvrements
(pour l'exercice clos au 31 décembre 2012)

	2012 vatu million	2011 vatu million
Charges et recouvrements		
Recouvrements et charges généraux	365	300
Droits de port et de quai	395	166
Fonds en fiducie non réclamés virés au Trésor	-	-
Droits de débarquement	112	83
Recouvrements abonnements à l'eau	35	33
Locations immobilières	18	20
Droits maritimes	16	15
Permis de port d'armes	6	16
Droits hospitaliers	15	17
Droits électoraux	40	9
Droits de passeports	75	63
Amendes de la circulation routière	7	8
Total des charges et recouvrements	1,084	730

La catégorie des recettes Charges et Recouvrements comprend des recettes que les ministères perçoivent pour des biens ou services qu'ils fournissent. Les locations immobilières se rapportent principalement à la location de maisons de fonction à des employés du gouvernement à des tarifs fixés par la Commission compétente ou la Loi pertinente dont relève cette catégorie d'employés.

Note 3 : Revenu de placement
(pour l'exercice clos au 31 décembre 2012)

	2012 vatu million	2011 vatu million
Revenu de placement		
Intérêts créditeurs		
Intérêts sur avances	7	31
Intérêts sur dépôts en banque	16	16
Total des intérêts créditeurs	23	47
Dividendes		
Banque de Réserve de Vanuatu	235	50
Dividendes de la Sté Postal Services Ltd	0	70
Dividendes de la Banque Nationale	0	0
Dividendes de la Sté Ifira Wharf & Stevedoring	0	0
Dividendes de la Sté Northern Island Stevedoring	0	0
Autres dividendes	2	0
Total Dividendes	237	120
Total Revenu de placement	260	167

Le gouvernement perçoit des intérêts sur des avances consenties à Airports Vanuatu Ltd., Air Vanuatu Ltd. et Telecom Vanuatu Ltd. Ces avances correspondent à des emprunts contractés auprès de la Caisse Française de Développement (CFD), de l'EximBank et de la Banque Européenne d'Investissement (BEI) par le gouvernement de Vanuatu, qui sont

ensuite reprêtés aux entités s'occupant de la gestion de l'infrastructure concernée. Les intérêts créditeurs sont compensés par des intérêts débiteurs sur les soldes des emprunts restant à payer par le gouvernement, mais toutes les transactions sont affichées sur une base brute (les intérêts créditeurs et débiteurs sont tous deux portés au compte des résultats), conformément aux normes internationales de comptabilité publique.

Le détail des soldes d'avances restant à payer figure sous la Note 10 : Avances. Le détail des dettes publiques impayées dues à des organismes prêteurs apparaît dans le tableau des emprunts.

Les dividendes provenant d'investissements dans des entités liées sont constatés dans la période au cours de laquelle ils sont distribués lorsque l'entité en question a établi définitivement ses comptes annuels, sans quoi ils sont constatés une fois qu'ils ont été perçus. Le dividende de la Banque de Réserve de Vanuatu en 2012 inclut le dividende pour 2011 qui a été reçu en 2012 et un produit à recevoir sur le dividende de 2012 qui a été reçu en 2013.

Note 4 : Contributions de bailleurs de fonds (pour l'exercice clos au 31 décembre 2012)

	2012 vatu million	2011 vatu million
Contributions de bailleurs de fonds		
Millennium Challenge Corporation	-	145
Australie	1,354	1,382
Nouvelle-Zélande	326	260
Nations Unies	95	138
Union Européenne	77	6
Japon	56	642
Organisation Mondiale de la Santé	25	50
Chine	1	7
France	9	32
Autres contributions	189	142
Total Contributions de bailleurs de fonds	2,132	2,804
Rapprochement avec l'état des activités financières		
Contrepassation :		
Contributions du gouvernement de Vanuatu éliminées à la consolidation	45	140
Contributions et dépenses de MCC imputées à 2 projets	-	10
Rentrées hors bailleurs de fonds	-	136
Gain/(Perte) sur le change	-	-
Contributions de bailleurs de fonds selon le Fonds de développement	2,177	3,090

Les contributions de bailleurs de fonds comprennent uniquement celles reçues en espèces pour des projets spécifiques. Les recettes, dépenses et dépenses (achats) en capital dans le cadre de ces projets sont comptabilisées intégralement dans les présents états. Les aides en nature, l'assistance technique, les dépenses et dépenses (achats) en capital qui ont été payées ou fournies directement par des bailleurs de fonds extérieurs ne figurent pas au titre de recettes dans ces états.

Note 5 : Analyse des dépenses (pour l'exercice clos au 31 décembre 2012)

Le tableau analytique qui suit consiste en une ventilation des dépenses par ministère.

	2012 vatu million	2011 vatu million
Total des dépenses par Ministère		
Education	4,492	4,323
Finances & Gestion Economique	3,500	3,141
Infrastructure & Services Publics	1,997	2,600
Santé	1,947	2,039
Affaires Intérieures	1,502	1,399
Organes constitutionnels du gouvernement	1,416	1,136
Agriculture, Quarantaine, Sylviculture & Pêche	447	450
Terres, Géologie & Mines	337	413
Justice et Sécurité Sociale	378	320
Affaires Etrangères et Commerce Extérieur	349	305
Bureau du Premier Ministre	226	211
Commerce, Industrie et Tourisme	388	303
Coopératives & Services de développement des entreprises Ni Vanuatu	97	108
Développement et Formation des Jeunes	178	184
Dépense d'amortissement	1,413	1,350
Charge pour congés constatée par régularisation	57	166
Autres redressements	(1,027)	(1,203)
Total des Dépenses	17,697	17,245

Le poste intitulé 'Autres redressements', pour -1.027 millions de vatu en 2012 et -1.203 millions de vatu en 2011, correspond aux régularisations effectuées dans les comptes pour transférer les achats de nouveaux éléments d'actif qui ont été constatés comme dépenses à des fins d'affectation. Ces achats d'actif ont été retirés du compte des résultats et constatés comme adjonction d'actif dans le bilan. Cette régularisation a été effectuée au niveau de la consolidation et non pas ventilée par ministère.

Note 6 : Dépenses de personnel
(pour l'exercice clos au 31 décembre 2012)

	2012 vatu million	2011 vatu million
Dépenses de personnel		
Traitements et salaires	6,490	6,433
Allocations de logement	649	618
Indemnités et allocations parlementaires	548	260
Part de cotisation de l'employeur à la CNPV	270	260
Allocations familiales	119	133
Palements aux employés en fin de service et	541	572
Frais de subsistance	336	384
Heures supplémentaires	109	92
Primes politiques	68	64
Autres indemnités des employés	309	238
Total des dépenses de personnel	9,439	9,054

Les dépenses de personnel représentent les dépenses autorisées pour les quelques 5.500 employés du gouvernement de Vanuatu. Y sont inclus tous les enseignants employés par la Commission du Corps Enseignant, mais non pas les enseignants financés directement par les écoles ni le personnel auxiliaire des écoles.

Note 7 : Dépenses d'exploitation
(pour l'exercice clos au 31 décembre 2012)

	2012 vatu million	2011 vatu million
Dépenses d'exploitation		
Entretien et réparations (en général)	263	232
Entretien et réparation de routes	195	306
Véhicules, carburant et entretien	313	272
Electricité	300	273
Déplacements et hébergement localement	277	276
Honoraires de consultants	305	293
Imprimerie et fournitures de bureau	174	162
Location de matériel et de véhicules	223	559
Frais de justice	65	28
Fournitures médicales	137	213
Dépenses de télécommunications	136	148
Déplacements et hébergement à l'étranger	135	152
Location immobilière, taxes et baux	124	100
Gaz et eau	51	52
Frais de fret	113	156
Cotisations aux Organisations internationales	67	68
Ateliers et stages	22	30
Frais de représentation	121	82
Nettoyage	44	24
Honoraires d'audit	-	11
Dépenses d'actif	28	28
Autres dépenses d'exploitation	630	770
Total des dépenses d'exploitation	3,723	4,235

Le poste d'entretien et de réparation de routes comprend uniquement les travaux qui ont été sous-traités à des tiers, des entreprises d'entretien et de réparation de routes. Le service des Travaux publics dépense également des sommes considérables pour des travaux d'entretien et de réparation de routes, qui sont exécutés par son propre personnel interne. Le coût de ce genre de travaux sera comptabilisé par ligne budgétaire au titre, par exemple, de frais de carburant, de matériaux (collectivement) et de personnel. Les gros travaux d'entretien routier qui prolongent la vie utile d'une route sont capitalisés et constatés au bilan sous forme d'augmentation de la valeur de l'actif représenté par les routes.

Note 8 : Paiements de subventions, subsides et virements
(pour l'exercice clos au 31 décembre 2012)

	2012 vatu million	2011 vatu million
Subsides et subventions		
Subventions aux Provinces	250	242
Subventions au fonctionnement des écoles et compléments pour écolage	540	591
Subvention à l'Office du Tourisme	200	152
Subsides pour le coprah	176	43
Collège d'Agriculture de Vanuatu	83	83
Subvention à l'UPS	71	93
Subvention à la Save the Children	67	-
Subventions aux associations pour la Jeunesse et les Sports	39	100
Subvention à la SRTV	60	60
Subvention au Collège maritime de Vanuatu	41	41
Subvention à l'Office de Promotion des Investissements de Vanuatu	39	39
Subvention au CRAFV	36	44
Subvention à la Chambre de Commerce	27	25
Subvention au Centre culturel	26	26
Subvention au Conseil de la Jeunesse de Vanuatu	29	24
Subventions aux ambassades, haussariats et consulats à l'étranger	20	2
Subvention à la Sté Airports Vanuatu Ltd	-	25
Subventions aux télécommunications en vertu de la Politique d'Accès Universel	-	14
Subventions aux communes	6	5
Autres subventions	104	6
Total des subsides et subventions	1,814	1,615
Autres virements		
Bourses et allocations d'études	365	311
Cotisations aux Organisations internationales	9	11
Paiements de compensations et dommages-intérêts	180	237
Total des autres virements	554	559
Total Paiements de subventions, subsides et virements	2,368	2,174

Les subventions correspondent à des paiements à des entités liées au gouvernement pour leur permettre de fournir des services d'intérêt public. Les virements sont des paiements effectués par le gouvernement pour lesquels il ne reçoit pas de biens ou de services spécifiques en retour.

Note 9 : Créances (au 31 décembre 2012)

	2012 vatu million	2011 vatu million
Créances		
Comptes clients	656	734
Créances fiscales	670	500
Créances droits de la CAFV	259	204
Créances au titre de dividendes	97	-
Intérêts créditeurs	1	22
Autres créances	-	-
Total des créances	1,683	1,460

Le solde des créances représente une valeur brute de 1.502 millions de vatu, compensée par une dotation aux provisions pour créances douteuses de 848 millions de vatu. Cette provision porte sur des dettes qui remontent à bien des années (notamment loyers fonciers) et qui ne seront probablement jamais recouvrées. Maintes de ces dettes se rapportent à des factures qui ont été imputées incorrectement à une entité ou pour lesquelles il n'existe pas de pièces justificatives de la dette. Une procédure de mise au point est actuellement en cours pour résoudre ces problèmes et passer en charges les dettes pour créances irrécouvrables par imputation à cette provision.

La provision pour créances douteuses inclut une provision supplémentaire de 245 millions qui a été constatée comme dépense en 2012.

Note 10 : Avances (au 31 décembre 2012)

	2012 vatu million	2011 vatu million
Avances		
Airports Vanuatu Ltd.	271	305
Air Vanuatu Ltd.	892	1,298
Telecom Vanuatu Ltd.	37	37
Metenesel Ltd.	70	70
Office de Commercialisation des Produits de Base	28	28
Société de radio-diffusion et de télévision de Vanuatu	21	30
Municipalité de Port Vila	10	10
Employés	15	7
Autre avances	17	17
Total des avances	1,361	1,802

Les avances consenties à Airports Vanuatu Ltd. et Telecom Vanuatu Ltd représentent des prêts pour travaux d'infrastructure contractés auprès de la Caisse Française de Développement (CFD) et de la Banque Européenne d'Investissement (BEI) par le gouvernement de Vanuatu, qui furent ensuite reprêtés aux entités s'occupant de la gestion de l'infrastructure concernée. Le montant réel restant à payer sur ces prêts à la BEI et la CFD figure sous les emprunts.

Il a été convenu par les actionnaires d'Air Vanuatu de convertir une avance de 400 millions qui avait été consentie à Air Vanuatu en titre de participation en 2012. Cette opération d'échange d'une dette contre une participation n'a pas encore été présentée officiellement au Parlement.

Note 11 : Investissement dans des entreprises d'Etat
(au 31 décembre 2012)

	2012 vatu million	2011 vatu million
Investissement dans des entreprises d'Etat		
Solde d'ouverture	6,136	5,774
Des nouveaux Investissements	183	-
Excédent/(Déficit) net attribuable après répartition	392	262
Apports du gouvernement	425	100
Total Investissement dans des entreprises d'Etat	7,136	6,136

Le poste des investissements dans des entreprises d'Etat (EE) représente les parts que détient le gouvernement dans des sociétés sous le contrôle de l'Etat, dans des établissements financiers nationaux et d'autres entreprises apparentées à vocation commerciale. Le montant auquel ces investissements sont comptabilisés représente le titre de participation nette du gouvernement. Il faudrait approfondir la question pour pouvoir apprécier exactement la valeur de chacune des entreprises d'Etat et mettre à jour leurs bilans respectifs.

Comme indiqué dans la déclaration de principes comptables, la participation financière de l'Etat dans des EE est comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence de consolidation. Au plan des trois principaux comptes annuels, cette méthode a pour implication ce qui suit :

- Les dividendes reçus des EE sont inclus au titre des revenus de placement. Ils sont ventilés sous la Note 3.
- L'excédent/(déficit) net imputable aux EE, net des répartitions à l'Etat, est constaté séparément dans le compte des résultats. L'excédent/(déficit) imputable représente les résultats d'exploitation de ces entités.
- La participation financière de l'Etat dans des EE est constatée sous un poste distinct dans le bilan. Elle est ventilée par entité dans la présente note.
- Les avances consenties aux EE sont constatées sous la rubrique des Avances dans le bilan. Celles-ci sont ventilées à la Note 10.

D'autres juridictions adoptent une autre forme de présentation des EE et emploient la méthode de la consolidation proportionnelle. C'est ce qui est recommandé dans les normes internationales de comptabilité publique pour les EE effectivement contrôlées par l'Etat. Pour l'heure, le gouvernement de Vanuatu n'est pas en mesure d'appliquer la méthode de la consolidation proportionnelle pour ses EE.

Note 11 : Investissement dans des entreprises d'Etat (suite)
(au 31 décembre 2012)

Mouvements au cours de l'exercice fiscal de 2012

Mouvements de l'exercice 2012	Solde d'ouverture	Attribuable excédent net / (Déficit) après	Cotisation de capital gouvernement	Solde de clôture
	vatu million	vatu million	vatu million	vatu million
Air Vanuatu Limited	(1,042)	315	425	(302)
Airports Vanuatu Limited	3,197	-	-	3,197
Unité de gestion d'actif	52	(52)	-	-
Ifira Wharf & Stevedoring Limited	208	(118)	-	90
Interchange Limited	-	-	183	183
Metenesel Estates Limited	110	-	-	110
Banque Nationale de Vanuatu	977	78	-	1,055
Société Nationale de l'Habitat	278	(173)	-	105
Northern Island Stevedoring Limited	-	-	-	-
Banque de Réserve de Vanuatu	697	13	-	710
Autorité de régulation des services publics	-	3	-	3
Vanuatu Abattoirs	85	6	-	91
Banque de Développement de l'Agriculture de Vanuatu	393	-	-	393
Société de Radio-diffusion et Télévision de Vanuatu	41	273	-	314
Office de Commercialisation des Produits de Base de Vanuatu	-	-	-	-
Commission des Affaires financières de Vanuatu	321	-	-	321
Office de Promotion des Investissements de Vanuatu	4	(1)	-	3
Vanuatu Livestock Development	45	-	-	45
Autorité maritime de Vanuatu	-	-	-	-
Vanuatu Post Limited	670	57	-	727
Régulateur des Télécommunications et Radiocommunications de Vanuatu	105	7	-	112
Office du Tourisme de Vanuatu	(5)	(16)	-	(21)
Total Investissement dans des EE	6,136	392	608	7,136

Note 11 : Investissement dans des entreprises d'Etat (suite)
(au 31 décembre 2012)

Mouvements au cours de l'exercice fiscal de 2011

Mouvements de l'exercice 2011	Solde d'ouverture	Attribuable excédent net / (Déficit) après	Cotisation de capital gouvernement	Solde de clôture
	vatu million	vatu million	vatu million	vatu million
Air Vanuatu Limited	(1,108)	66	-	(1,042)
Airports Vanuatu Limited	3,206	(9)	-	3,197
Unité de gestion d'actif	52	-	-	52
Ifira Wharf & Stevedoring Limited	191	17	-	208
Metenesel Estates Limited	110	-	-	110
Banque Nationale de Vanuatu	854	123	-	977
Société Nationale de l'Habitat	278	-	-	278
Northern Island Stevedoring Limited	-	-	-	-
Banque de Réserve de Vanuatu	660	37	-	697
Vanuatu Abattoirs	71	14	-	85
Banque de Développement de l'Agriculture de Vanuatu	313	(20)	100	393
Société de Radio-diffusion et Télévision de Vanuatu	41	-	-	41
Office de Commercialisation des Produits de Base de Vanuatu	-	-	-	-
Commission des Affaires financières de Vanuatu	321	-	-	321
Office de Promotion des Investissements de Vanuatu	-	4	-	4
Vanuatu Livestock Development	45	-	-	45
Autorité maritime de Vanuatu	-	-	-	-
Vanuatu Post Limited	670	-	-	670
Régulateur des Télécommunications et Radiocommunications de Vanuatu	70	35	-	105
Office du Tourisme de Vanuatu	-	(5)	-	(5)
Total Investissement dans des EE	5,774	262	100	6,136

Note 11 : Investissement dans des entreprises d'Etat (suite) (au 31 décembre 2012)

Actions de l'Etat

Le pourcentage d'actions détenues par l'Etat dans chaque EE et la date des derniers comptes annuels que les EE ont présentés au gouvernement sont indiqués dans le tableau ci-dessous :

Pourcentage de parts détenues par l'Etat	2012	2011	Dernier comptes annuels
Air Vanuatu Ltd.	100.00%	100.00%	2012
Airports Vanuatu Ltd.	100.00%	100.00%	2010
Section de gestion des actifs	100.00%	100.00%	2009
Ifira Wharf and Stevedoring Ltd.	34.00%	34.00%	2012
Sté Interchange Limited	12.50%	0.00%	N/A
Metenesel Estates Ltd.	99.40%	99.40%	2003 draft
Banque nationale de Vanuatu	70.00%	100.00%	2012
Société nationale de l'Habitat	100.00%	100.00%	2012
Northern Island Stevedoring Ltd.	10.00%	10.00%	2006
Banque de Réserve de Vanuatu	100.00%	100.00%	2012
Autorité de régulation des services publics	100.00%	100.00%	2012
Vanuatu Abattoirs Ltd.	33.90%	33.90%	2012
Banque de Développement de l'Agriculture de Vanuatu	100.00%	100.00%	2012
Société de Radio-diffusion et de Télévision de Vanuatu	100.00%	100.00%	2012
Office de Commercialisation des Produits de Base de Vanuatu	100.00%	100.00%	2001
Commission des Affaires financières	100.00%	100.00%	2009
La commission de la promotion des investissement à Vanuatu	100.00%	100.00%	2012
Vanuatu Livestock Development (CEP)	100.00%	100.00%	2003
Vanuatu Post Ltd.	100.00%	100.00%	2012
Régulateur des Télécommunications et Radiocommunications de Vanuatu	100.00%	100.00%	2012
Office du Tourisme de Vanuatu	100.00%	100.00%	2012

Le gouvernement de Vanuatu rencontre des difficultés à obtenir les états financiers de certaines entreprises d'Etat. Pour bon nombre d'entre elles, soit elles établissent leur comptes annuels en retard, soit, pour certaines d'entre elles, elles n'ont pas la capacité de préparer des comptes annuels. Le ministère des Finances et de la Gestion économique, avec le concours de la Banque Asiatique de Développement, a mis en œuvre un projet visant à améliorer l'administration des EE et leur gestion financière qui doit être lancé en 2013. La BAD va apporter une assistance technique pour revoir et améliorer la gestion financière et l'administration des EE et aider à élaborer une nouvelle législation sur les EE.

Les EE qui sont en particulier source de préoccupation sont les suivantes :

- La Section de Gestion des Actifs [Asset Management Unit] – elle a clôturé ses activités vers la fin de 2011 et il est prévu de mettre cette entité en liquidation en 2014. Un programme de rationalisation sera entrepris par la BAD pour faire un diagnostic de cet organisme avant sa liquidation.
- Metenesel Estate – Le ministère des Finances et de la Gestion économique n'a pas été en mesure d'obtenir des comptes annuels de Metenesel Estate depuis 2003 et la société a été radiée du registre des sociétés par la Commission des Affaires financières de Vanuatu. Il est prévu de mettre cette entité en liquidation en 2014. Un

programme de rationalisation sera entrepris par la BAD pour faire un diagnostic de Metenesel avant sa liquidation.

- Office de commercialisation des produits de base de Vanuatu (OCPB) [Vanuatu Commodities Marketing Board] – Le gouvernement a l'intention de liquider l'OCPB. Il n'a pas reçu d'états financiers de cette entité depuis 2001 et on ne connaît pas l'ampleur des dettes qui existeront à la liquidation. Il est prévu de mettre cette entité en liquidation en 2014.
- Vanuatu Livestock Development – VLD [anciennement CEP, Centre d'Elevage du Pacifique] ne fonctionne pas et le ministre des Finances a donné des instructions pour geler ses comptes bancaires. Cette entreprise n'a pas fourni de comptes annuels au ministère des Finances et de la Gestion économique depuis 2003, alors qu'elle a déposé des rapports annuels à la Commission des Affaires financières de Vanuatu indiquant un chiffre d'affaires de moins de 20 millions de vatu par an. Le ministère de l'Agriculture a décidé de relancer cette entité en 2013, mais on ne connaît pratiquement rien de sa situation financière.
- Société de Radio-diffusion et de Télévision de Vanuatu (SRTV) [Vanuatu Broadcasting & Television Corporation – VBTC] – La SRTV fonctionne, mais n'a pas présenté de comptes annuels depuis plusieurs années. Elle a besoin d'aide pour améliorer sa comptabilité et préparer des états financiers. Le Contrôleur général des Comptes a mandaté iCount pour vérifier les comptes de la SRTV.
- Northern Island Stevedoring Limited – NISCOL – n'a pas fourni de comptes annuels depuis 2006. Le gouvernement détient 10% des actions dans cette entité, les autres actions étant détenues par les provinces de Sanma, Torba, Penama et Malampa.
- Société nationale de l'Habitat (SNH) [National Housing Corporation – NHC] – Cette société est opérationnelle, mais n'a pas soumis de comptes annuels depuis 2009. Elle a besoin d'aide pour améliorer sa comptabilité et préparer des états financiers. Le Contrôleur général des Comptes prévoit de sous-traiter les travaux de vérification à un commissaire aux comptes externe. Il faut que la SNH embauche un comptable qualifié pour préparer les comptes et tenir les livres de comptes en règle.
- Commission des Affaires Financières de Vanuatu – CAFV – fonctionne, mais n'a pas fourni d'états financiers depuis 2009. Le Contrôleur général des Comptes éprouve des difficultés à vérifier ses comptes, parce qu'ils sont incomplets. La CAFV n'a pas de comptable qualifié pour superviser la tenue des livres de comptes et établir des comptes annuels.

L'Office de Promotion des Investissements de Vanuatu a changé de statut en 2011 pour devenir un organisme subventionné. Antérieurement à cela, l'OPIV recevait des affectations budgétaires, tout comme les autres agences opérationnelles du gouvernement, qui étaient intégrées dans les comptes regroupés ligne par ligne budgétaire. En 2011, il a été transféré au chapitre des Investissements dans des EE et il est désormais pris en compte dans la situation nette.

L'Office du Tourisme de Vanuatu, lui aussi, a été rajouté au bilan comme EE et pris en compte au titre de la situation nette. Cette entité avait été omise des autres entités portées au bilan à l'origine.

Le gouvernement a acquis une participation de 12,5% dans la société Interchange Limited en 2012, financée par un prêt de la part de Vanuatu Post Limited. La valeur de cet investissement représente 183 millions de vatu. Les actionnaires publics dans Air Vanuatu ont accepté d'échanger une dette contre une participation en 2012 pour l'équivalent de 425 millions de vatu pour compenser des avances impayées et des intérêts dûs par Air Vanuatu.

Note 12 : Biens de production (terrains, constructions et matériel)
(au 31 décembre 2012)

	2012 vatu million	2011 vatu million
Valeur comptable brute		
Terrains	20,316	20,316
Bâtiments	8,249	8,259
Meubles et aménagements	114	96
Machines et biens d'équipement	2,480	2,381
Véhicules à moteur	1,802	1,654
Navires et bateaux	1,518	1,515
Matériel et logiciels informatiques	3,721	3,657
Ponts et chaussées	8,554	7,971
Infrastructure portuaire et quais	914	914
Autre Actifs	96	80
Total valeur comptable brute	47,764	46,843
Amortissement cumulé		
Bâtiments	4,844	4,646
Meubles et aménagements	48	37
Machines et biens d'équipement	1,749	1,599
Véhicules à moteur	621	497
Navires et bateaux	772	727
Matériel et logiciels informatiques	1,216	839
Ponts et chaussées	1,270	800
Infrastructure portuaire et quais	734	716
Autre Actifs	18	8
Total amortissement cumulé	11,272	9,869
Valeur comptable nette		
Terrains	20,316	20,316
Bâtiments	3,405	3,613
Meubles et aménagements	66	59
Machines et biens d'équipement	731	782
Véhicules à moteur	1,181	1,157
Navires et bateaux	746	788
Matériel et logiciels informatiques	2,505	2,818
Ponts et chaussées	7,284	7,171
Infrastructure portuaire et quais	180	198
Autre Actifs	78	72
Total valeur comptable nette	36,492	36,974

Le gouvernement de Vanuatu a institué une procédure visant à identifier et évaluer toutes ses immobilisations en 2002 et leur valeur comptable résiduelle a été portée au bilan au 1er janvier 2003. C'est alors qu'il s'est rendu compte qu'il y avait encore beaucoup de travail à faire pour mettre à jour le registre des actifs, avec d'autres éléments d'actifs restant à identifier et à porter au bilan, et des questions de réévaluation à résoudre. Ces questions sont toujours d'actualité et des redressements ont été effectués au cours des exercices ultérieurs aux soldes des bilans de façon à y incorporer les nouveaux éléments d'actif et les changements de réévaluation relevés au cours de ces exercices. Ces changements se

traduisent par des redressements de la valeur comptable nette des actifs, avec régularisation correspondante de la Réserve spéciale. Cela est compatible avec la procédure qui a été suivie lorsque la valeur des actifs a été constatée pour la première fois en 2003.

Le gouvernement a encore énormément de travail à accomplir pour arrêter les valeurs des avoirs en conformité avec les normes internationales de comptabilité publique. Le Service des Finances va continuer de coordonner ce processus au cours des prochains exercices. Les questions les plus importantes restant à résoudre consistent notamment à :

- Dresser un inventaire complet de tous les éléments d'actif dans chaque ministère et agence pour s'assurer qu'ils sont tous bien pris en compte.
- Reprendre l'évaluation et la durée de vie utile des éléments d'actif significatifs, notamment les bâtiments, les chaussées et les ponts.
- Incorporer les écoles appartenant au gouvernement et les éléments d'actif afférents au bilan du gouvernement.
- Inclure la valeur des terrains en propriété perpétuelle et libre ou la valeur des baux fonciers pour les terres domaniales à l'extérieur des périmètres municipaux.

Cette partie des comptes annuels n'a pas été établie conformément à la Norme internationale de comptabilité publique No. 17 – Biens de production (Terrains, Constructions et Matériel).

Note 13 : Charges à payer et Provisions (au 31 décembre 2012)

	2012 vatu million	2011 vatu million
Créditeurs et Provisions		
Comptes fournisseurs et de régularisation	430	664
Intérêts exigibles	241	195
Dû à la Sté Vanuatu Post Ltd	275	-
Autres comptes créditeurs et provisions	6	1
Total des créditeurs et provisions	952	860

Les comptes créditeurs (charges à payer) et de régularisation couvrent les factures de fournisseurs impayées pour des biens ou des services qui ont été fournis et des charges à payer sur des bons d'achat qui ont été engagés mais n'ont pas encore été traités pour en faire le paiement. Le gouvernement de Vanuatu n'a pas encore, à ce stade, mis en oeuvre une procédure formelle pour identifier les charges réellement constatées par régularisation, et bien que la présentation sous cette forme soit cohérente avec les comptes d'exercices antérieurs, elle n'est pas tout à fait conforme aux normes internationales de comptabilité publique.

La charge à payer à Vanuatu Post, de 275 millions, représente des paiements effectués par Vanuatu Post pour le compte de l'Etat pour l'achat de parts dans Interchange Ltd et en paiement partiel d'un accord d'achat de capacité de masse passé avec Interchange Ltd.

Note 14 : Prestations dues aux employés
(au 31 décembre 2012)

	2012 vatu million	2011 vatu million
Prestations dues aux employés		
Salaires, traitements et congés annuels	1,083	980
Indemnités de fin de service et de retraite	6,848	6,591
Total des prestations dues aux employés	7,931	7,571
Date prévisionnelle de paiement des indemnités de fin de service et de retraite		
A court terme (dans les 12 mois à venir)	1,037	843
Echéance entre 1 et 2 ans	364	323
Echéance entre 2 et 5 ans	1,007	963
A plus de cinq ans	4,440	4,462
Total des indemnités de fin de service et de retraite	6,848	6,591

La provision pour les prestations dues aux employés au titre des salaires, traitements et congés annuels correspond au montant que le gouvernement est dans l'obligation imminente de payer résultant des services des employés fournis jusqu'à la date d'arrêté des comptes. Elle est calculée sur la base des échelles salariales en vigueur et comprend tous les congés annuels restant dûs pour les quelques 5.500 employés du gouvernement de Vanuatu.

La provision pour indemnités de fin de service et de retraite correspond à la valeur actuelle des décaissements prévisionnels futurs que le gouvernement doit assumer pour les services des employés à la date d'arrêté des comptes. Une dotation de 3,767 milliards de vatu a été introduite au bilan en 2008 et un redressement de la situation nette a été effectué en conséquence. Cette provision a de nouveau fait l'objet d'une régularisation en 2009 pour tenir compte des amendements de la Loi du Travail, ce qui a entraîné de nouveau un redressement de la situation nette pour cet exercice.

En évaluant la dette pour prestations aux employés, on a tenu compte des départs d'effectifs au cours des exercices antérieurs et de la probabilité que les nouveaux effectifs arrivent soit à l'âge de la retraite soit à la fin de la période de 10 ans de service, condition requise actuellement en vigueur pour bénéficier de l'indemnité de fin d'emploi.

La part à court terme de la provision pour indemnités de fin de service et de retraite couvre toutes les indemnités pour les employés qui ont déjà 55 ans révolus ou auront 55 ans dans les 12 mois à venir. Y est également incluse une provision pour le nombre d'effectifs qui démissionnent chaque année en moyenne et ont plus de 10 ans de service, et qui peuvent donc prétendre aux indemnités d'ancienneté.

La Commission de la Fonction publique accorde des congés annuels fort généreux aux employés qui ont plus de 20 ans d'ancienneté. La date de commencement pour tous les employés en poste avant l'indépendance est le 1er août 1980. Les congés auxquels les employés ont droit en fonction de l'ancienneté sont les suivants:

Ancienneté	Congés dûs
Moins de 20 ans	21 jours de congé par an
20 à 25 ans	24 jours de congé par an
25 à 30 ans	48 jours de congé par an
Plus de 30 ans	72 jours de congé par an

Il y a un nombre croissant d'employés qui ont maintenant plus de 25 ans, voire plus de 30 ans d'ancienneté. Par conséquent, l'obligation en termes de congés annuels croît chaque année, d'autant plus que la majorité des employés qui peuvent prétendre à des congés de 48

ou 72 jours par an ne les prennent pas tous dans l'année au cours de laquelle ils s'accumulent.

Note 15 : Passif sur comptes en fiducie (au 31 décembre 2012)

	2012 vatu million	2011 vatu million
Passif sur comptes en fiducie		
Compte en fiducie des propriétaires coutumiers (loyers fonciers et primes)	494	447
Redevances pour exploitation de carrières et de	60	44
Caisse de Participation et d'Investigation maritime	48	45
Fonds en fiducie de la liquidation de sociétés	18	-
Sommes d'argent non réclamées	42	32
Avances sur consommation d'eau	8	9
Autres comptes en fiducie	4	4
Total du passif sur comptes en fiducie	674	581

Le passif des comptes de fiducie du gouvernement représente des montants détenus en fiducie pour le compte de tiers ou des dépôts remboursables. Ces montants sont versés sur les comptes bancaires du gouvernement et, de manière générale, des comptes bancaires distincts ne sont pas tenus pour ces montants en fiducie (par contre, l'argent du Fonds de participation et d'investigation maritime est placé sur un compte bancaire à part). De ce fait, les montants d'encaisse et de décaissement se rapportant à ces comptes de fiducie sont inclus dans le solde d'encaisse au bilan et dans l'état des mouvements de la trésorerie. Les charges à payer sont constatées dans le bilan.

Le plus gros montant impayé correspond au compte en fiducie des propriétaires coutumiers, lequel représente des montants facturés pour des terres coutumières qui sont le sujet de litiges. Ceux-ci seront reversés aux propriétaires coutumiers concernés de chaque lot de terre une fois que le propriétaire véritable aura été reconnu par les tribunaux compétents.

Note 16 : Instruments financiers (au 31 décembre 2012)

a) Analyse des instruments financiers

Les valeurs comptables des éléments d'actif et de passif financiers, par catégorie, sont les suivantes :

	Notes	2012 vatu million	2011 vatu million
Eléments d'actif financiers			
Encaisse et quasi-espèces		2,887	2,770
Créances	9	1,683	1,460
Avances	10	1,361	1,802
Total actif financier		5,931	6,032
Eléments de passif financiers			
Charges à payer et provisions	13	952	860
Prestations des employés	14	7,931	7,571
Emprunts intérieurs		5,623	4,235
Emprunts en monnaie étrangère		9,703	10,441
Argent du fonds de développement détenu en fiducie		1,965	2,499
Autres fonds en fiducie	15	674	581
Total passif financier		26,848	26,187

b) Publicité de la juste valeur dans l'ordre hiérarchique

La juste valeur d'un instrument est le montant pour lequel un bien pourrait être échangé ou une dette acquittée entre des parties bien informées et de bonne volonté dans une opération de pleine concurrence.

Les valeurs à la cote représentent une juste valeur quand un instrument financier est négocié sur un marché organisé et liquide qui peut absorber une opération importante sans influencer sur le prix défavorablement vis-à-vis du négociant.

L'évaluation de l'actif et du passif financiers du gouvernement s'énonce comme suit :

Encaisse et quasi-espèces

La valeur de l'encaisse et des quasi-espèces présentée dans l'information est considérée comme juste valeur étant donné la nature à court terme de l'actif financier.

Créances

Les créances comportent une déduction pour la dotation aux provisions pour créances douteuses de sorte que le montant total des créances présenté dans l'information est le montant que l'on s'attend à pouvoir récupérer. Ce montant est considéré être la juste valeur des créances.

Emprunts intérieurs

Tous les emprunts intérieurs consistent en des obligations d'Etat émises par la Banque de Réserve de Vanuatu à des taux d'intérêt fixes. Le montant emprunté tel que présenté dans l'information est considéré être la juste valeur des emprunts sur le marché intérieur.

Emprunts en monnaie étrangère

Les emprunts en devises étrangères correspondent à des prêts consentis par des banques et des organisations internationales de développement à des taux d'intérêt de faveur. Le montant emprunté tel que présenté dans l'information est considéré être la juste valeur des emprunts en monnaie étrangère.

Argent du fonds de développement détenu en fiducie

Les sommes d'argent dans le fonds de développement détenues en fiducie représentent des fonds apportés par des bailleurs de fonds destinés à des projets de développement dont il a été convenu entre le bailleur de fonds et le gouvernement de Vanuatu. Cette dette est en majeure partie compensée par les fonds détenus dans le compte bancaire du fonds de développement et présenté dans l'information comme encaisse et quasi-espèces. Les fonds qui ne sont pas dépensés seront soit restitués au bailleur de fonds concerné soit réaffectés à d'autres projets en accord avec ledit bailleur de fonds. Le montant tel que présenté dans l'information est considéré être la juste valeur des sommes d'argent du fonds de développement détenues en fiducie.

Autres fonds sur comptes en fiducie

D'autres fonds sur comptes en fiducie sont des fonds tenus en fiducie pour le compte de tiers, tels que des propriétaires coutumiers. Certains montants sont détenus sur des comptes distincts, certains sur le compte bancaire principal de consolidation. Le montant tel que présenté dans l'information est considéré être la juste valeur des autres fonds en fiducie.

Autres éléments d'actif et de passif financiers

Les valeurs d'autres éléments d'actif et de passif financiers telles que présentées dans l'information sont considérées être leur juste valeur.

c) Risques des instruments financiers

Les activités du gouvernement de Vanuatu l'expose à toutes sortes de risques liés aux instruments financiers, notamment les risques du marché, les risques de crédit et les risques de liquidité. Le gouvernement s'efforce de minimiser son exposition aux risques associés à des instruments financiers et poursuit diverses lignes de conduite en vue de gérer ces risques.

Risques du marché

Risque concernant les taux d'intérêts

Le risque des taux d'intérêts est le risque de voir la juste valeur d'un instrument financier fluctuer ou les mouvements de l'encaisse provenant d'un instrument financier fluctuer en raison de changements aux taux d'intérêts du marché.

Le gouvernement de Vanuatu n'est pas exposé à un risque de taux d'intérêt pour ce qui concerne ses éléments de passif et d'actif financiers actuels, parce que tous ses emprunts et ses avoirs financiers producteurs d'intérêts (comme les avances à des entreprises d'Etat) sont à échéance fixe et à des taux fixes. Le gouvernement court un risque surtout en termes de ses emprunts intérieurs futurs compte tenu de la petite échelle du marché au Vanuatu.

Risque en termes de monnaie

Le risque en termes de monnaie est le risque de voir la juste valeur d'un instrument financier fluctuer ou les mouvements de l'encaisse provenant d'un instrument financier fluctuer en raison de changements au niveau des taux de change.

Le risque lié à la monnaie se pose dans le cadre d'achats futurs en capital et de dettes constatées qui sont libellées en monnaie étrangère. Le gouvernement fait des achats en devises étrangères et détient un nombre important d'emprunts libellés en devises étrangères. Par ailleurs, le gouvernement reçoit aussi de l'argent en monnaie étrangère pour des postes de recettes tels que les licences de pêche, l'immatriculation de sociétés 'offshore' (extraterritoriales) et des apports de bailleurs de fonds.

Le gouvernement est exposé à des risques de devises découlant de diverses monnaies, notamment eu égard au Yuan Renminbi chinois, au Yen japonais, au dollar US, aux droits de tirage spéciaux de l'AID, à la monnaie européenne et au dollar australien. Il ne se couvre pas de son exposition aux fluctuations des cours de telles devises. Toutefois, pour réduire le risque de fluctuation des cours, il arrive que le gouvernement garde des fonds reçus en monnaie étrangère pour faire face à des paiements qu'il devra effectuer dans la même monnaie.

Les tableaux qui suivent indiquent les éléments d'actif et de passif financiers détenus dans les monnaies les plus courantes

Actif et passif financiers par devise au 31 Décembre 2012		VUV vatu million	CNY vatu million	JPY vatu million	USD vatu million	Other vatu million	Total vatu million
	Notes						
Eléments d'actif financiers							
Encaisse et quasi-espèces		2,837	-	-	49	1	2,887
Créances	9	1,683	-	-	-	-	1,683
Avances	10	1,361	-	-	-	-	1,361
Total actif financier		5,881	-	-	49	1	5,931
Eléments de passif financiers							
Charges à payer et provisions	13	952	-	-	-	-	952
Prestations des employés	14	7,931					7,931
Emprunts intérieurs		5,623	-	-	-	-	5,623
Emprunts en monnaie étrangère		-	3,789	2,397	1,333	2,184	9,703
Argent du fonds de développement détenu en fiducie		1,965	-	-	-	-	1,965
Autres fonds en fiducie	15	674	-	-	-	-	674
Total passif financier		17,145	3,789	2,397	1,333	2,184	26,848

Actif et passif financiers par devise au 31 Décembre 2011		VUV vatu million	CNY vatu million	JPY vatu million	USD vatu million	Other vatu million	Total vatu million
	Notes						
Eléments d'actif financiers							
Encaisse et quasi-espèces		2,752	-	-	17	1	2,770
Créances	9	1,460	-	-	-	-	1,460
Avances	10	1,802	-	-	-	-	1,802
Total actif financier		6,014	-	-	17	1	6,032
Eléments de passif financiers							
Charges à payer et provisions	13	860	-	-	-	-	860
Prestations des employés	14	7,571	-	-	-		7,571
Emprunts intérieurs		4,235	-	-	-	-	4,235
Emprunts en monnaie étrangère		-	3,846	2,792	1,411	2,392	10,441
Argent du fonds de développement détenu en fiducie		2,499	-	-	-	-	2,499
Autres fonds en fiducie	15	581	-	-	-	-	581
Total passif financier		15,746	3,846	2,792	1,411	2,392	26,187

Analyse de la sensibilité à la stabilité et l'instabilité des monnaies

En 2012, le vatu s'est fortement apprécié par rapport au yen japonais et dans une moindre mesure par rapport au dollar US, aux DTS de l'AID et au yuan renminbi chinois. Le tableau ci-dessous montre les taux de change utilisés pour évaluer l'actif et le passif financiers dans les présents comptes annuels et l'évolution des changes entre les exercices de 2011 et 2012. Les taux indiqués sont les taux moyens de la Banque de Réserve de Vanuatu au 31 décembre, montrant le nombre de vatu nécessaire pour acheter une unité de la devise étrangère correspondante.

Devises principales		2012	2011	Move- ment
Yuan Renminbi chinois	CNY	14.70	14.81	-0.7%
Yen japonais	JPY	1.06	1.20	-13.2%
Dollar US	USD	91.66	93.56	-2.1%
Droits de tirage spéciaux	SDR	140.60	144.05	-2.5%
Monnaie européenne	EUR	121.35	121.29	0.0%
Dollar australien	AUD	95.10	94.91	0.2%

L'impact sur l'actif et le passif financiers du gouvernement d'une appréciation ou dépréciation hypothétique globale de 5% du vatu par rapport à des devises étrangères est illustré dans le tableau ci-après. Une appréciation de 5% du vatu contre chacune des monnaies énumérées ci-dessous, toutes autres variables restant constantes, aurait entraîné une augmentation de l'excédent de l'exercice à hauteur des montants indiqués dans le tableau. Une dépréciation de 5% du vatu aurait vu l'excédent diminuer d'un même montant.

Sensibilité aux risques sur les devises (+/- 5%)		2012 vatu million	2011 vatu million
Yuan Renminbi chinois	CNY	189	192
Yen japonais	JPY	120	140
Dollar US	USD	67	71
Droits de tirage spéciaux AID	SDR	48	52
Monnaie européenne	EUR	31	36
Dollar australien	AUD	21	22

Risque de crédit

Le risque de crédit se rapporte au risque qu'une tierce partie faillira à ses obligations contractuelles, entraînant une perte financière pour le gouvernement. Le gouvernement est exposé au risque de crédit du fait de l'encaisse en banque, de débiteurs et d'avances ou de prêts consentis à d'autres entités.

La majorité de l'encaisse détenue par le gouvernement de Vanuatu est en dépôt avec la Banque de Réserve de Vanuatu, avec quelques montants de moindre importance sur des comptes dans diverses banques commerciales de Vanuatu. La Banque de Réserve de Vanuatu a une très bonne cote de crédit et il n'y a guère de risques pour les fonds qu'elle détient.

Le gouvernement a des difficultés à recouvrer les comptes impayés de débiteurs et beaucoup de créances remontent à plusieurs années. La valeur des créances a été régularisée par une provision pour créances douteuses, de sorte que la valeur indiquée correspond au montant qu'il s'attend à pouvoir récupérer.

Le gouvernement a consenti maintes avances ou prêts, en majorité à des entreprises d'Etat, comme précisé à la Note 10. En règle générale, il n'y a pas de garantie pour ces prêts, mais ils ont été accordés à des entités dans lesquelles le gouvernement détient une participation. Les plus importants de ces prêts sont ceux de 1.268 millions dûs par Air Vanuatu pour l'achat

d'appareils Y12 et à des fins d'exploitation. La viabilité financière d'Air Vanuatu est en train d'être examinée, mais pour l'heure, la compagnie aérienne devrait pouvoir faire face au paiement de ces prêts lorsque ses opérations se seront améliorées.

Il existe un certain nombre d'autres avances, pour des montants moindres, qui sont à l'étude pour voir si elles sont recouvrables, notamment celles consenties à la société Metenesel Estates Ltd., à l'Office de Commercialisation des Produits de Base et à la Société de Radio-diffusion et de Télévision de Vanuatu.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque de voir le gouvernement rencontrer des difficultés à réunir des fonds liquides pour faire face à ses engagements à leur échéance.

Le tableau ci-dessous donne une analyse des obligations financières du gouvernement par groupement d'échéances correspondantes, sur la base du temps restant à courir depuis la date d'arrêté de ces comptes jusqu'à la date de maturité contractuelle. Les montants présentés correspondent à la valeur non actualisée des rentrées nettes de fonds.

		Valeur comptable	Flux de trésorerie contractuels	Moins de 1 an	1-2 ans	2-5 ans	Plus de 5 ans
au 31 Décembre 2012	Notes	vatu million	vatu million	vatu million	vatu million	vatu million	vatu million
Eléments de passif financiers							
Charges à payer et provisions	13	952	952	952			
Prestations des employés	14	7,931	7,931	2,120	364	1,007	4,440
Emprunts intérieurs		5,623	5,623	1,115	1,000	1,401	2,107
Emprunts en monnaie étrangère		9,703	9,703	456	591	2,136	6,520
Argent du fonds de développement détenu en fiducie		1,965	1,965	1,670	295	-	-
Autres fonds en fiducie	15	674	674	404	135	67	68
Total passif financier		26,848	26,848	6,717	2,385	4,611	13,135

		Valeur comptable	Flux de trésorerie contractuels	Moins de 1 an	1-2 ans	2-5 ans	Plus de 5 ans
au 31 Décembre 2011	Notes	vatu million	vatu million	vatu million	vatu million	vatu million	vatu million
Eléments de passif financiers							
Charges à payer et provisions	13	860	860	860			
Prestations des employés	14	7,571	7,571	1,823	323	963	4,462
Emprunts intérieurs		4,235	4,235	602	800	1,838	995
Emprunts en monnaie étrangère		10,441	10,441	356	493	1,656	7,936
Argent du fonds de développement détenu en fiducie		2,499	2,499	2,124	375	-	-
Autres fonds en fiducie	15	581	581	349	116	58	58
Total passif financier		26,187	26,187	6,114	2,107	4,515	13,451

Le gouvernement a connu des problèmes de liquidité en 2012 et a emprunté un montant net de 1.388 millions de vatu par le biais d'une émission d'obligations sur le marché intérieur pour financer le déficit de l'exercice. De plus, un autre montant, de 602 millions, a été emprunté par le biais d'une émission d'obligations sur le marché intérieur pour reconduire des obligations qui arrivaient à échéance en 2012.

Le gouvernement est en mesure de réunir des fonds pour faire face à ses obligations financières par des rentrées de fonds d'exploitation, de nouvelles émissions d'obligations intérieures et le produit d'avoirs financiers arrivant à maturité. Il dispose également d'une facilité de découvert de 400 millions de vatu auprès de la Banque de Réserve de Vanuatu. Cette facilité a servi à faire face aux décaissements d'exploitation durant l'exercice 2012.

Par ailleurs, le gouvernement est en mesure de mettre des fonds à disposition pour des obligations financières en appliquant des politiques de restriction des dépenses et en retardant ou en diminuant les crédits devant être débloqués pour les structures hiérarchiques. Le gouvernement peut aussi accroître les recettes par la mise en œuvre de politiques de perception de recettes et de taxes en cas de besoin.

Note 17 : Parties liées

Les relations entre parties liées sont une caractéristique normale du commerce et le gouvernement traite avec des parties liées dans le cours normal de ses activités. Parmi les parties liées du gouvernement, il faut citer :

- les Ministres de l'Etat, personnel de gestion clef car ils ont l'autorité et la responsabilité de la planification, de la direction et du contrôle des activités du gouvernement, directement ou indirectement ;
- les conjoints, enfants et personnes à charge des ministres, qui sont des membres de la famille proche du personnel de gestion clef ; et
- des entités du secteur privé qui appartiennent à des ministres, leurs conjoints, enfants et personnes à charge, ou sont contrôlés conjointement par ceux-ci.

Compte tenu de l'ampleur des activités du gouvernement, ces parties liées mènent des transactions avec le secteur des pouvoirs publics au même titre que des citoyens ordinaires. Ces transactions incluent le paiement de taxes et de charges d'usager et la réception de prestations et de services (tels que l'accès à l'éducation). Ces transactions ne sont pas l'objet d'une information distincte dans la présente note.

D'autres transactions avec ces parties liées peuvent inclure l'emploi de conjoints, d'enfants et de personnes à charge de ministres par une entité gouvernementale, y compris cabinets ministériels, ministères, services, entreprises d'Etat et d'autres agences gouvernementales, la réception de subventions de la part d'entités gouvernementales ou l'achat ou la vente de biens et services à ces entités par des ministres, leurs conjoints, enfants et personnes à charge, ou des entités du secteur privé qui leur appartiennent ou qu'ils contrôlent conjointement. Ces transactions ne sont pas l'objet d'une information distincte dans la présente note, à moins qu'elles n'aient eu lieu sous le couvert du portefeuille d'un Ministre.

Prenant en compte les paragraphes précédents, il n'y a pas de transactions avec des parties liées devant faire l'objet d'une information distincte.

Note 18 : Evénements ultérieurs à la date de clôture des comptes

Le Vanuatu a été frappé par un cyclone de catégorie 5 (PAM) en mars 2015 et de nombreux éléments d'actif de l'Etat ont été sérieusement endommagés. Toute l'ampleur des dégâts reste encore à identifier et le coût en sera constaté dans les comptes annuels de 2015.

Aucun événement significatif ne s'est produit depuis la date de clôture du bilan qui nécessiterait une régularisation ou une information additionnelle dans les états financiers.

AUTRES ETATS

**Comme imposé par la Loi relative aux Finances publiques et à la
Gestion économique**

Récapitulatif des affectations par Ministère
(pour l'exercice clos au 31 décembre 2012)

	Activité	Affectations			Budget Virements vatu	Final Budget vatu	Dépenses réelles vatu	En moins / (Dépassemen t) vatu	Pour- centage %
		Initiales vatu	Complé- mentaires vatu	Définitives vatu					
ORGANES CONSTITUTIONNELS									
	Président de la République	40,237,809	-	40,237,809	-	40,237,809	40,476,895	(239,086)	-1%
	Parlement (Le Secrétaire)	791,767,616	-	791,767,616	-	791,767,616	812,140,032	(20,372,416)	-3%
	Services Judiciaires	185,905,746	-	185,905,746	-	185,905,746	186,423,069	(517,323)	0%
	Malvatumauri	30,735,289	-	30,735,289	-	30,735,289	30,739,766	(4,477)	0%
	Bureau du Contrôleur Général des Comptes	32,565,534	-	32,565,534	-	32,565,534	21,707,752	10,857,782	33%
	Bureau du Médiateur	40,972,648	-	40,972,648	-	40,972,648	39,281,653	1,690,995	4%
	Procureur Général	37,451,532	-	37,451,532	-	37,451,532	37,082,095	369,437	1%
	Avocat Public	47,236,950	-	47,236,950	-	47,236,950	47,800,365	(563,415)	-1%
	Commission de la Fonction Publique	96,606,254	-	96,606,254	-	96,606,254	97,656,440	(1,050,186)	-1%
	Commission de la Magistrature	889,186	-	889,186	-	889,186	815,078	74,108	8%
	Cabinet Juridique de l'Etat	92,199,461	-	92,199,461	-	92,199,461	91,372,971	826,490	1%
	Bureau de Citoyenneté	4,057,324	-	4,057,324	-	4,057,324	3,788,275	269,049	7%
	TOTAL POUR LES ORGANES CONSTITUTIONNELS	1,400,625,349	-	1,400,625,349	-	1,400,625,349	1,409,284,391	(8,659,042)	-1%
	Bureau du Premier Ministre	214,897,917	-	214,897,917	-	214,897,917	220,311,993	(5,414,076)	-3%
	Ministère de l'Agriculture, Quarantaine, Sylviculture et Pêches	428,026,400	-	428,026,400	-	428,026,400	424,601,547	3,424,853	1%
	Ministère du Commerce, de l'Industrie et du Tourisme	371,331,507	-	371,331,507	-	371,331,507	376,442,651	(5,111,144)	-1%
	Ministère de la Promotion des Entreprises Vanuatuanes et des Coopératives	96,539,137	-	96,539,137	-	96,539,137	98,826,459	(2,287,322)	-2%
	Ministère de l'Éducation	3,904,962,695	-	3,904,962,695	-	3,904,962,695	3,945,597,404	(40,634,709)	-1%
	Ministère des Finances et de la Gestion Économique	4,122,540,612	-	4,122,540,612	-	4,122,540,612	3,523,730,773	598,809,839	15%
	Ministère des Affaires Étrangères et du Commerce Extérieur	308,264,861	-	308,264,861	-	308,264,861	303,923,465	4,341,396	1%

Récapitulatif des affectations par Ministère (suite)

Activité	Affectations			Budget Virements vatu	Final Budget vatu	Dépenses réelles vatu	En moins / (Dépassemen t) vatu	Pour- centage %
	Initiales vatu	Complé- mentaires vatu	Définitives vatu					
Ministère de la Santé	1,534,639,563	-	1,534,639,563	-	1,534,639,563	1,561,579,702	(26,940,139)	-2%
Ministère de l'Infrastructure et des Entreprises de Services Publics	1,391,863,930	-	1,391,863,930	-	1,391,863,930	1,277,726,487	114,137,443	8%
Ministère de l' Interieur	1,517,035,543	-	1,517,035,543	-	1,517,035,543	1,481,511,435	35,524,108	2%
Ministère de la Justice et de la Sécurité sociale	460,226,824	-	460,226,824	-	460,226,824	364,276,464	95,950,360	21%
Ministère des Terres, de la Géologie et des Mines	283,082,048	-	283,082,048	-	283,082,048	280,016,668	3,065,380	1%
Ministère de la Jeunesse et des Sports	145,685,080	-	145,685,080	-	145,685,080	145,761,167	(76,087)	0%
Ministère de l'aviation civile , de la météorologie et des services postaux	-	3,249,953	3,249,953	-	3,249,953	3,452,029	(202,076)	-6%
TOTAL POUR LE GOUVERNEMENT DE VANUATU	16,179,721,466	3,249,953	16,182,971,419	-	16,182,971,419	15,417,042,635	765,928,784	5%

Comptes des affectations
(pour l'exercice close au 31 décembre 2012)

	Activité	Affectations			Budget Virements vatu	Final Budget vatu	Dépenses réelles vatu	En moins / (Dépasseme nt) vatu	Pour- centage %
		Initiales vatu	Complé- mentaires vatu	Définitives vatu					
ORGANES CONSTITUTIONNELS									
Président de la République									
Gestion des Affaires du Palais Présidentiel et du Rôle et des Devoirs du Président	CAAA	40,237,809	-	40,237,809	-	40,237,809	40,476,895	(239,086)	-1%
Total pour le Président de la République		40,237,809	-	40,237,809	-	40,237,809	40,476,895	(239,086)	-1%
Parlement									
Procédure et Affaires Législatives	CBAA	639,979,975	-	639,979,975	-	639,979,975	669,474,596	(29,494,621)	-5%
Sécurité et Protocole	CBAB	2,997,439	-	2,997,439	-	2,997,439	6,246,799	(3,249,360)	-108%
Relations Interparlementaires	CBAC	9,149,108	-	9,149,108	-	9,149,108	7,781,778	1,367,330	15%
Bureau du Chef de l'Opposition	CBAD	21,369,918	-	21,369,918	-	21,369,918	18,029,645	3,340,273	16%
Commission du Règlement Intérieur	CBBA	3,670,000	-	3,670,000	-	3,670,000	2,500,337	1,169,663	32%
Commission des Privilèges et des Immunités Parlementaires	CBBB	3,670,000	-	3,670,000	-	3,670,000	2,490,133	1,179,867	32%
Commission Parlementaire des Comptes Publics	CBBC	8,537,048	-	8,537,048	-	8,537,048	7,238,123	1,298,925	15%
Commission Parlementaire sur les Institutions	CBBD	3,686,503	-	3,686,503	-	3,686,503	2,521,841	1,164,662	32%
Commission de la Politique Economique	CBBE	3,670,000	-	3,670,000	-	3,670,000	2,221,595	1,448,405	39%
Commission de la Politique Sociale	CBBF	3,670,000	-	3,670,000	-	3,670,000	2,847,135	822,865	22%
Procès-verbaux	CBCA	8,034,480	-	8,034,480	-	8,034,480	7,988,700	45,780	1%
Bibliothèque et Archives	CBCB	3,501,381	-	3,501,381	-	3,501,381	5,241,170	(1,739,789)	-50%
Comptabilité	CBDA	2,773,494	-	2,773,494	-	2,773,494	3,425,798	(652,304)	-24%
Administration du Personnel et Entretien	CBDB	25,058,270	-	25,058,270	-	25,058,270	23,079,360	1,978,910	8%
Allocations parlementaires	CBDC	52,000,000	-	52,000,000	-	52,000,000	51,053,022	946,978	2%
Total pour le Parlement		791,767,616	-	791,767,616	-	791,767,616	812,140,032	(20,372,416)	-3%

Compte des affectations (suite)

	Activité	Affectations			Budget Virements vatu	Final Budget vatu	Dépenses réelles vatu	En moins / (Dépasseme nt) vatu	Pour- centage %
		Initiales vatu	Complé- mentaires vatu	Définitives vatu					
Services Judiciaires									
Services Généraux	CIAA	20,144,753	-	20,144,753	(1,675,420)	18,469,333	18,362,831	106,502	1%
Cour d'Appel	CIAB	15,238,159	-	15,238,159	2,000,000	17,238,159	17,238,159	-	0%
Cour Suprême	CIAC	71,723,702	-	71,723,702	11,250,667	82,974,369	83,751,024	(776,655)	-1%
Tribunaux de première instance	CIAD	37,118,196	-	37,118,196	(8,531,752)	28,586,444	28,521,180	65,264	0%
Tribunaux d'île	CIAE	23,370,203	-	23,370,203	(2,270,058)	21,100,145	21,051,215	48,930	0%
Tribunaux fonciers	CIAF	6,627,500	-	6,627,500	-	6,627,500	6,587,500	40,000	1%
Exécution	CIAG	6,879,723	-	6,879,723	(591,175)	6,288,548	6,289,038	(490)	0%
Formation et Développement	CIAH	4,803,510	-	4,803,510	(182,262)	4,621,248	4,622,122	(874)	0%
Total pour les Services Judiciaires		185,905,746	-	185,905,746	-	185,905,746	186,423,069	(517,323)	0%
Malvatumauri									
Administration du Conseil National des Chefs	CDA1	16,176,985	-	16,176,985	202,000	16,378,985	16,386,432	(7,447)	0%
Fonds pour les 14 Conseils Insulaires des Chefs	CDA2	5,387,000	-	5,387,000	-	5,387,000	4,690,727	696,273	13%
Allocation des membres du Malvatumauri	CDA3	9,171,304	-	9,171,304	(202,000)	8,969,304	9,662,607	(693,303)	-8%
Total pour le Malvatumauri		30,735,289	-	30,735,289	-	30,735,289	30,739,766	(4,477)	0%
Bureau du Contrôleur général des Comptes									
Planification, Orientation et Normes	CEAA	7,567,843	-	7,567,843	-	7,567,843	4,300,682	3,267,161	43%
Opérations de vérification	CEAB	17,712,975	-	17,712,975	(1,000,000)	16,712,975	9,778,622	6,934,353	41%
Services administratifs	CEAC	7,284,716	-	7,284,716	1,000,000	8,284,716	7,628,448	656,268	8%
Total pour le Bureau du Contrôleur Général des Comptes		32,565,534	-	32,565,534	-	32,565,534	21,707,752	10,857,782	33%
Bureau du Médiateur									
Planification, Gestion et Investigations	CCAA	40,972,648	-	40,972,648	-	40,972,648	39,281,653	1,690,995	4%
Total pour le Bureau du Médiateur		40,972,648	-	40,972,648	-	40,972,648	39,281,653	1,690,995	4%

Compte des affectations (suite)

	Activité	Affectations			Budget Virements vatu	Final Budget vatu	Dépenses réelles vatu	En moins / (Dépasseme nt) vatu	Pour- centage %
		Initiales vatu	Complé- mentaires vatu	Définitives vatu					
Procureur Général									
Planification et Gestion	CGAA	8,478,026	-	8,478,026	-	8,478,026	8,352,476	125,550	1%
Introduction de poursuites criminelles	CGAB	24,674,390	-	24,674,390	-	24,674,390	24,628,661	45,729	0%
Services Généraux	CGAC	4,299,116	-	4,299,116	-	4,299,116	4,100,958	198,158	5%
Total pour le Procureur Général		37,451,532	-	37,451,532	-	37,451,532	37,082,095	369,437	1%
Avocat Public									
Représentation	CHAA	47,236,950	-	47,236,950	-	47,236,950	47,800,365	(563,415)	-1%
Total pour l'Avocat Public		47,236,950	-	47,236,950	-	47,236,950	47,800,365	(563,415)	-1%
Commission de la Fonction Publique									
Services Administratifs	CJAA	47,970,336	-	47,970,336	(2,318,409)	45,651,927	46,524,639	(872,712)	-2%
Gestion des Ressources Humaines	CJAB	13,650,012	-	13,650,012	(1,625,476)	12,024,536	11,868,462	156,074	1%
Unité de Perfectionnement	CJAC	9,828,096	-	9,828,096	(1,984,054)	7,844,042	7,794,314	49,728	1%
Développement des ressources humaines	CJAD	16,672,694	-	16,672,694	(4,175,061)	12,497,633	12,771,695	(274,062)	-2%
Section Juridique de la Fonction Publique	CJAE	8,485,116	-	8,485,116	10,103,000	18,588,116	18,697,330	(109,214)	-1%
Total pour la Commission de la Fonction Publique		96,606,254	-	96,606,254	-	96,606,254	97,656,440	(1,050,186)	-1%
Commission de la Magistrature									
Prise de décision	CLAA	344,000	-	344,000	-	344,000	315,337	28,663	8%
Services d'encadrement administratif	CLAB	545,186	-	545,186	-	545,186	499,741	45,445	8%
Total pour la Commission de la Magistrature		889,186	-	889,186	-	889,186	815,078	74,108	8%
Cabinet Juridique de l'Etat									
Fourniture de Conseils et de Services Juridiques	CFAA	92,199,461	-	92,199,461	-	92,199,461	91,372,971	826,490	1%
Total pour le Cabinet Juridique de l'Etat		92,199,461	-	92,199,461	-	92,199,461	91,372,971	826,490	1%
Bureau de la Citoyenneté									
Commission de la Citoyenneté	CKAA	4,057,324	-	4,057,324	-	4,057,324	3,788,275	269,049	7%
Total pour le Bureau de la Citoyenneté		4,057,324	-	4,057,324	-	4,057,324	3,788,275	269,049	7%
TOTAL POUR LES ORGANES CONSTITUTIONNELS		1,400,625,349	-	1,400,625,349	-	1,400,625,349	1,409,284,391	(8,659,042)	-1%

Compte des affectations (suite)

		Affectations								
	Activité	Initiales vatu	Complé- mentaires vatu	Définitives vatu	Budget Virements vatu	Final Budget vatu	Dépenses réelles vatu	En moins / (Dépasseme nt) vatu	Pour- centage %	
BUREAU DU PREMIER MINISTRE										
	Direction Stratégique	MCBA	58,693,357	-	58,693,357	11,820,019	70,513,376	70,884,580	(371,204)	-1%
	Administration et Coordination des Programmes du Gouvernement	MPAA	97,899,118	-	97,899,118	(10,726,752)	87,172,366	92,013,371	(4,841,005)	-6%
	Services Généraux	MPBA	28,145,912	-	28,145,912	(280,000)	27,865,912	28,261,743	(395,831)	-1%
	Services Linguistiques	MPCA	25,834,530	-	25,834,530	-	25,834,530	25,639,417	195,113	1%
	Conseil de révision des traitements de l'État	MPDE	4,325,000	-	4,325,000	(813,267)	3,511,733	3,512,882	(1,149)	0%
	TOTAL POUR LE BUREAU DU PREMIER MINISTRE		214,897,917	-	214,897,917	-	214,897,917	220,311,993	(5,414,076)	-3%
MINISTERE DE L'AGRICULTURE, QUARANTAINE, SYLVICULTURE ET PECHE										
	Gestion du Portefeuille	MAAA	38,205,074	-	38,205,074	4,014,666	42,219,740	41,848,234	371,506	1%
	Direction Générale et Services Généraux du Ministère	MABA	12,012,382	-	12,012,382	13,096,756	25,109,138	24,091,208	1,017,930	4%
	Produits de base	MACA	45,348,079	-	45,348,079	(4,476,636)	40,871,443	39,721,508	1,149,935	3%
	Sécurité alimentaire	MACB	16,291,131	-	16,291,131	(5,273,904)	11,017,227	10,826,678	190,549	2%
	Information	MACC	51,898,793	-	51,898,793	(448,835)	51,449,958	52,240,951	(790,993)	-2%
	Administration de la Biosécurité	MADA	17,352,423	-	17,352,423	1,484,881	18,837,304	17,842,994	994,310	5%
	Contrat Vétérinaire	MADB	25,000,000	-	25,000,000	(2,004,500)	22,995,500	21,342,124	1,653,376	7%
	Opérations de la Biosécurité du sud	MADC	24,788,180	-	24,788,180	(381,980)	24,406,200	26,276,027	(1,869,827)	-8%
	Opérations de la Biosécurité du Nord	MADD	16,535,355	-	16,535,355	381,980	16,917,335	17,489,542	(572,207)	-3%
	Production animale	MADE	21,649,623	-	21,649,623	(3,082,382)	18,567,241	17,997,539	569,702	3%
	Services phytosanitaires	MADG	7,735,842	-	7,735,842	-	7,735,842	7,993,378	(257,536)	-3%
	Recherche et production	MAEA	42,207,250	-	42,207,250	-	42,207,250	42,120,546	86,704	0%
	Gestion des Ressources	MAEB	24,447,304	-	24,447,304	(3,359,344)	21,087,960	20,950,673	137,287	1%
	Administration	MAEC	25,813,969	-	25,813,969	(595,380)	25,218,589	23,806,717	1,411,872	6%
	Sylviculture	MAFA	58,740,995	-	58,740,995	644,678	59,385,673	60,053,428	(667,755)	-1%
	TOTAL POUR LE MINISTERE DE L'AGRICULTURE, QUARANTAINE, SYLVICULTURE ET PECHE		428,026,400	-	428,026,400	-	428,026,400	424,601,547	3,424,853	1%

Compte des affectations (suite)

		Affectations								
	Activité	Initiales vatu	Complé- mentaires vatu	Définitives vatu	Budget Virements vatu	Final Budget vatu	Dépenses réelles vatu	En moins / (Dépasseme nt) vatu	Pour- centage %	
MINISTERE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE ET DU TOURISME										
	Coordination du Portefeuille	MTAA	46,151,455	-	46,151,455	833,042	46,984,497	56,814,309	(9,829,812)	-21%
	Direction Générale	MTBA	223,605,150	-	223,605,150	(2,118,890)	221,486,260	218,573,123	2,913,137	1%
	Technologie alimentaire	MTBB	8,977,332	-	8,977,332	(45,757)	8,931,575	8,791,555	140,020	2%
	Industrie et Commerce	MTCA	13,358,751	-	13,358,751	(2,289,210)	11,069,541	10,495,030	574,511	5%
	Commerce et Marketing	MTCC	11,051,208	-	11,051,208	1,408,509	12,459,717	12,424,186	35,531	0%
	Secteur Primaire	MTDA	3,923,853	-	3,923,853	(2,097,224)	1,826,629	1,867,888	(41,259)	-2%
	Industrie Provinciale	MTDB	7,367,305	-	7,367,305	1,086,041	8,453,346	8,826,051	(372,705)	-4%
	Politiques et administration	MTDE	9,819,568	-	9,819,568	(886,041)	8,933,527	9,025,687	(92,160)	-1%
	Marketing et Promotion	MTDF	2,944,922	-	2,944,922	(200,000)	2,744,922	2,214,064	530,858	19%
	Développement du tourisme	MTFB	16,869,649	-	16,869,649	7,194,922	24,064,571	23,757,630	306,941	1%
	Normes pour le tourisme	MTFC	3,949,195	-	3,949,195	(1,129,288)	2,819,907	2,774,561	45,346	2%
	Développement du tourisme dans les provinces	MTFD	23,313,119	-	23,313,119	(1,756,104)	21,557,015	20,878,567	678,448	3%
	TOTAL POUR LE MINISTERE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE ET DU TOURISME		371,331,507	-	371,331,507	-	371,331,507	376,442,651	(5,111,144)	-1%
MINISTERE DE LA PROMOTION DES ENTREPRISES VANUATUANES ET DES COOPERATIVES										
	Coordination du Portefeuille	MVAA	35,831,685	-	35,831,685	-	35,831,685	39,962,239	(4,130,554)	-12%
	Développement des Coopératives	MVBA	60,707,452	-	60,707,452	-	60,707,452	58,864,220	1,843,232	3%
	TOTAL POUR LE MINISTERE DE LA PROMOTION DES ENTREPRISES VANUATUANES ET DES COOPERATIVES		96,539,137	-	96,539,137	-	96,539,137	98,826,459	(2,287,322)	-2%
MINISTERE DE L'EDUCATION										
	Cabinet Ministériel	MEAA	44,086,490	-	44,086,490	1,200,000	45,286,490	45,457,009	(170,519)	0%
	Bureau du Directeur Général	MEBA	25,612,163	-	25,612,163	370,007	25,982,170	26,321,633	(339,463)	-1%
	Administration et Finances	MEBB	65,701,152	-	65,701,152	28,656,499	94,357,651	94,394,478	(36,827)	0%
	Politiques et Planification	MEBC	52,778,223	-	52,778,223	(8,269,539)	44,508,684	44,485,095	23,589	0%
	Administration des services de soutien aux écoles	MECA	314,405,379	-	314,405,379	(165,060,522)	149,344,857	151,494,396	(2,149,539)	-1%

Compte des affectations (suite)

		Affectations			Budget Virements vatu	Final Budget vatu	Dépenses réelles vatu	En moins / (Dépasseme nt) vatu	Pour- centage %
		Initiales vatu	Complé- mentaires vatu	Définitives vatu					
MINISTERE DE L'EDUCATION (Suite)									
Écoles Secondaires	MECB	1,101,842,040	-	1,101,842,040	8,176,929	1,110,018,969	1,137,105,547	(27,086,578)	-2%
Écoles Primaires	MECC	1,744,258,718	-	1,744,258,718	(2,524,628)	1,741,734,090	1,756,636,058	(14,901,968)	-1%
Écoles post secondaires	MECD	448,605,931	-	448,605,931	137,451,254	586,057,185	585,442,545	614,640	0%
Commission du Corps Enseignant	MEFB	107,672,599	-	107,672,599	-	107,672,599	104,260,643	3,411,956	3%
TOTAL POUR LE MINISTERE DE L'EDUCATION		3,904,962,695	-	3,904,962,695	-	3,904,962,695	3,945,597,404	(40,634,709)	-1%
MINISTERE DES FINANCES ET DE LA GESTION ECONOMIQUE									
Gestion du Portefeuille	MFAA	43,346,193	-	43,346,193	-	43,346,193	41,498,274	1,847,919	4%
Direction du Ministère	MFBA	44,839,943	-	44,839,943	(2,360,958)	42,478,985	35,809,982	6,669,003	16%
Services Organisationnels	MFBB	120,488,298	-	120,488,298	13,862,086	134,350,384	126,979,005	7,371,379	5%
Services Informatiques	MFBC	254,908,175	-	254,908,175	7,600,000	262,508,175	240,383,819	22,124,356	8%
Développement de la Politique Économique	MFCA	22,826,884	-	22,826,884	-	22,826,884	20,968,491	1,858,393	8%
Coordination des Politiques Sectorielles	MFCB	20,226,099	-	20,226,099	-	20,226,099	20,207,599	18,500	0%
Services Financiers Publics	MFCC	919,009,108	-	919,009,108	17,134,401	936,143,509	773,545,170	162,598,339	17%
Collecte, Analyse et Rapports de Statistiques Nationales	MFDA	37,177,119	-	37,177,119	(3,862,086)	33,315,033	31,516,833	1,798,200	5%
Bureaux Provinciaux de la Statistique	MFDB	12,351,387	-	12,351,387	-	12,351,387	10,842,914	1,508,473	12%
Provisions pour la Dette Publique	MFEA	1,736,935,153	-	1,736,935,153	-	1,736,935,153	1,401,663,636	335,271,517	19%
Paiements aux anciens dirigeants	MFED	5,000,000	-	5,000,000	-	5,000,000	3,955,973	1,044,027	21%
Perception des Droits de Douane et d'Accise	MFFA	75,214,287	-	75,214,287	1,500,000	76,714,287	76,823,697	(109,410)	0%
Perception de la TVA	MFFB	74,785,914	-	74,785,914	(2,300,000)	72,485,914	70,430,748	2,055,166	3%
Perception des Droits Indirects et Taxes	MFFC	28,812,637	-	28,812,637	(800,000)	28,012,637	26,450,748	1,561,889	6%
Contrôle des Frontières	MFGA	43,118,732	-	43,118,732	1,600,000	44,718,732	44,783,272	(64,540)	0%
Enquêtes et services juridiques	MFGB	7,399,396	-	7,399,396	-	7,399,396	7,091,619	307,777	4%
Office National du Tourisme de Vanuatu	MFIA	200,000,000	-	200,000,000	2,000,000	202,000,000	202,000,000	-	0%

Compte des affectations (suite)

	Activité	Affectations			Budget Virements vatu	Final Budget vatu	Dépenses réelles vatu	En moins / (Dépasseme nt) vatu	Pour- centage %
		Initiales vatu	Complé- mentaires vatu	Définitives vatu					
MINISTERE DES FINANCES ET DE LA GESTION ECONOMIQUE (Suite)									
Centre de Recherches et de Formation en Agronomie de Vanuatu	MFIB	35,692,438	-	35,692,438	-	35,692,438	35,692,438	-	0%
Société de Radio et Télévision de Vanuatu	MFIC	60,193,317	-	60,193,317	-	60,193,317	60,193,316	1	0%
Centre Culturel de Vanuatu	MFID	26,291,633	-	26,291,633	-	26,291,633	26,291,633	-	0%
Chambre de Commerce et de l'Industrie	MFIE	30,000,000	-	30,000,000	(2,000,000)	28,000,000	27,999,900	100	0%
Subventions à l'UPS et SPBCA	MFIF	146,200,000	-	146,200,000	(32,373,443)	113,826,557	75,869,818	37,956,739	33%
Administration des Affaires Maritimes de Vanuatu	MFIG	15,000,000	-	15,000,000	-	15,000,000	7,988	14,992,012	100%
Collège Maritime de Vanuatu	MFIH	41,255,243	-	41,255,243	-	41,255,243	41,255,244	(1)	0%
College Agricole de Vanuatu	MFUJ	82,800,392	-	82,800,392	-	82,800,392	82,800,392	-	0%
Subvention à l'OIPV/VIPA	MFIL	38,668,264	-	38,668,264	-	38,668,264	38,668,264	-	0%
TOTAL POUR LE MINISTERE DES FINANCES ET DE LA GESTION ECONOMIQUE		4,122,540,612	-	4,122,540,612	-	4,122,540,612	3,523,730,773	598,809,839	15%
MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES									
Coordination du Portefeuille	MOAA	55,150,826	-	55,150,826	-	55,150,826	52,216,218	2,934,608	5%
Opérations du Département des Affaires Étrangères	MOBA	253,114,035	-	253,114,035	-	253,114,035	251,707,247	1,406,788	1%
TOTAL POUR LE MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES		308,264,861	-	308,264,861	-	308,264,861	303,923,465	4,341,396	1%
MINISTERE DE LA SANTE									
Gestion du portefeuille	MHAA	47,585,260	-	47,585,260	-	47,585,260	49,686,073	(2,100,813)	-4%
Direction du Ministère	MHBA	11,066,476	-	11,066,476	-	11,066,476	7,169,069	3,897,407	35%
Services Généraux	MHBB	236,147,704	-	236,147,704	-	236,147,704	215,462,686	20,685,018	9%
Services Hospitaliers	MHCA	732,469,775	-	732,469,775	-	732,469,775	780,672,922	(48,203,147)	-7%
Services de Santé Communautaires	MHCB	323,676,336	-	323,676,336	-	323,676,336	329,377,771	(5,701,435)	-2%
Services de santé et d'hygiène publiques	MHCC	60,194,012	-	60,194,012	-	60,194,012	55,994,241	4,199,771	7%
Approvisionnements médicaux	MHCD	123,500,000	-	123,500,000	-	123,500,000	123,216,940	283,060	0%
TOTAL POUR LE MINISTERE DE LA SANTE		1,534,639,563	-	1,534,639,563	-	1,534,639,563	1,561,579,702	(26,940,139)	-2%

Compte des affectations (suite)

	Activité	Affectations			Budget Virements vatu	Final Budget vatu	Dépenses réelles vatu	En moins / (Dépasseme nt) vatu	Pour- centage %
		Initiales vatu	Complé- mentaires vatu	Définitives vatu					
MINISTERE DE L'INFRASTRUCTURE ET DES ENTREPRISES DE SERVICES PUBLICS									
Gestion du Portefeuille	MUAA	35,175,808	-	35,175,808	-	35,175,808	36,872,452	(1,696,644)	-5%
Directeur Général et Services Généraux	MUBA	111,357,660	-	111,357,660	(9,494,254)	101,863,406	85,072,050	16,791,356	16%
Encadrement administratif et gestion de l'Aviation civile	MUCA	52,146,614	-	52,146,614	(2,330,826)	49,815,788	41,069,405	8,746,383	18%
Prévisions, Surveillance et Recherche Météorologiques	MUDA	102,699,986	-	102,699,986	1,825,080	104,525,066	104,432,233	92,833	0%
Risques géophysiques	MUDC	19,813,673	-	19,813,673	-	19,813,673	19,445,716	367,957	2%
Administration des Ports	MUEA	125,822,184	-	125,822,184	13,000,000	138,822,184	138,002,912	819,272	1%
Développement et Entretien des Infrastructures Publiques	MUFA	444,848,005	-	444,848,005	-	444,848,005	363,021,391	81,826,614	18%
Contribution du Gouvernement aux Projets d'Infrastructure	MUFC	500,000,000	-	500,000,000	(3,000,000)	497,000,000	489,810,328	7,189,672	1%
TOTAL POUR LE MINISTERE DE L'INFRASTRUCTURE ET DES ENTREPRISES DE SERVICES PUBLICS		1,391,863,930	-	1,391,863,930	-	1,391,863,930	1,277,726,487	114,137,443	8%
MINISTERE DE L'INTERIEUR									
Gestion du Portefeuille	MIAA	41,989,657	-	41,989,657	-	41,989,657	41,138,699	850,958	2%
Services Généraux	MIAB	33,981,280	-	33,981,280	(2,644,145)	31,337,135	30,768,072	569,063	2%
Célébration de l'Indépendance	MIAD	9,993,250	-	9,993,250	-	9,993,250	9,992,721	529	0%
Prévention du crime	MIAE	3,000,000	-	3,000,000	1,514,305	4,514,305	4,216,964	297,341	7%
Subventions aux Provinces	MICA	254,087,060	-	254,087,060	(1,320,305)	252,766,755	253,015,604	(248,849)	0%
Subventions aux Communes	MICB	19,470,924	-	19,470,924	-	19,470,924	18,570,630	900,294	5%
Administration des Services Régionaux	MICC	54,241,561	-	54,241,561	(14,431,566)	39,809,995	39,400,200	409,795	1%
Commandement mixte	MIDA	196,531,912	-	196,531,912	29,800,442	226,332,354	226,455,865	(123,511)	0%
Police région Nord	MIDB	72,897,445	-	72,897,445	-	72,897,445	70,235,136	2,662,309	4%
Police région Centre	MIDC	40,337,346	-	40,337,346	-	40,337,346	40,268,665	68,681	0%
Police région Sud	MIDD	208,093,371	-	208,093,371	-	208,093,371	225,462,853	(17,369,482)	-8%
Garde Mobile de Vanuatu	MIDE	223,871,434	-	223,871,434	-	223,871,434	233,684,710	(9,813,276)	-4%
Escadre Maritime	MIDF	47,700,382	-	47,700,382	-	47,700,382	44,492,644	3,207,738	7%

Compte des affectations (suite)

	Activité	Affectations			Budget Virements vatu	Final Budget vatu	Dépenses réelles vatu	En moins / (Dépasseme nt) vatu	Pour- centage %
		Initiales vatu	Complé- mentaires vatu	Définitives vatu					
MINISTERE DE L'INTERIEUR (Suite)									
Police des frontières	MIDG	63,789,684	-	63,789,684	(795,686)	62,993,998	65,013,382	(2,019,384)	-3%
Délivrance de passeports	MIDH	14,213,386	-	14,213,386	(1,476,873)	12,736,513	12,315,440	421,073	3%
Règlement du Travail	MIEA	50,468,408	-	50,468,408	(11,104,059)	39,364,349	38,472,284	892,065	2%
Services électoraux	MIEB	20,190,157	-	20,190,157	6,010,911	26,201,068	26,548,284	(347,216)	-1%
Conduite des élections	MIEC	119,700,000	-	119,700,000	(1,873,024)	117,826,976	62,959,086	54,867,890	47%
Registre de l'état civil	MIED	11,277,254	-	11,277,254	900,000	12,177,254	12,053,280	123,974	1%
Gestion des catastrophes	MIEF	25,472,904	-	25,472,904	(4,580,000)	20,892,904	20,889,592	3,312	0%
Commission du Corps de Police	MIGA	5,728,128	-	5,728,128	-	5,728,128	5,557,324	170,804	3%
TOTAL POUR LE MINISTERE DE L'INTERIEUR		1,517,035,543	-	1,517,035,543	-	1,517,035,543	1,481,511,435	35,524,108	2%
MINISTERE DES TERRES, DE LA GEOLOGIE ET DES MINES									
Coordination du Portefeuille	MLAA	38,090,025	-	38,090,025	216,000	38,306,025	39,289,578	(983,553)	-3%
Direction Générale	MLBA	18,420,812	-	18,420,812	125,634	18,546,446	18,567,726	(21,280)	0%
Services Généraux	MLBB	69,616,019	-	69,616,019	(1,650,000)	67,966,019	65,196,573	2,769,446	4%
Gestion des énergies et Évaluation	MLCA	9,041,520	-	9,041,520	627,082	9,668,602	9,551,753	116,849	1%
Mines et Minerais	MLCB	18,620,685	-	18,620,685	(1,450,000)	17,170,685	16,896,418	274,267	2%
Services de Gestion de l'Environnement, Recherche et Vulgarisation	MLDA	16,774,591	-	16,774,591	(200,000)	16,574,591	16,589,533	(14,942)	0%
Service Topographique	MLEA	21,406,661	-	21,406,661	635,000	22,041,661	22,023,872	17,789	0%
Aménagement des Terres	MLEB	18,339,963	-	18,339,963	(2,527,082)	15,812,881	15,446,356	366,525	2%
Gestion des Baux	MLEC	35,073,036	-	35,073,036	2,859,246	37,932,282	38,274,973	(342,691)	-1%
Enregistrement des terres coutumières	MLED	-	-	-	805,754	805,754	918,930	(113,176)	-14%
Recherche Géologique	MLFB	-	-	-	258,366	258,366	(163,045)	421,411	163%
Hydraulique rurale	MLGA	18,295,099	-	18,295,099	(170,000)	18,125,099	17,969,801	155,298	1%
Gestion des Ressources hydriques	MLGB	11,990,367	-	11,990,367	170,000	12,160,367	11,748,446	411,921	3%
Bureau de l'Évaluateur Général	MLHA	7,413,270	-	7,413,270	300,000	7,713,270	7,705,754	7,516	0%
TOTAL POUR LE MINISTERE DES TERRES, DE LA GEOLOGIE ET DES MINES		283,082,048	-	283,082,048	-	283,082,048	280,016,668	3,065,380	1%

Compte des affectations (suite)

	Activité	Affectations			Budget Virements vatu	Final Budget vatu	Dépenses réelles vatu	En moins / (Dépassement) vatu	Pour- centage %
		Initiales vatu	Complé- mentaires vatu	Définitives vatu					
MINISTERE DU DEVELOPPEMENT DE LA JEUNESSE ET DE LA FORMATION									
Services d'encadrement du cabinet	MYAA	40,848,678	-	40,848,678	2,000,000	42,848,678	42,477,637	371,041	1%
Direction générale et service d'encadrement	MYBA	22,472,834	-	22,472,834	253,929	22,726,763	22,749,223	(22,460)	0%
Contribution aux sports et au développement des jeunes	MYBB	53,500,000	-	53,500,000	(2,000,000)	51,500,000	52,105,165	(605,165)	-1%
EFTP et marché de l'emploi	MYCA	28,863,568	-	28,863,568	(253,929)	28,609,639	28,429,142	180,497	1%
TOTAL POUR LE MINISTERE DU DEVELOPPEMENT DE LA JEUNESSE ET DE LA FORMATION		145,685,080	-	145,685,080	-	145,685,080	145,761,167	(76,087)	0%
MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES SERVICES COMMUNAUTAIRES									
Gestion du Portefeuille	MJAA	42,394,223	-	42,394,223	-	42,394,223	43,100,552	(706,329)	-2%
Services Généraux	MJAB	30,470,488	-	30,470,488	22,234,567	52,705,055	52,979,987	(274,932)	-1%
Services Généraux - Condition féminine	MJBA	37,527,797	-	37,527,797	(700,000)	36,827,797	36,756,788	71,009	0%
Services Correctionnels	MJCA	337,717,157	-	337,717,157	(21,534,567)	316,182,590	218,999,399	97,183,191	31%
Bureau du Tribunal Foncier	MJDA	5,106,759	-	5,106,759	-	5,106,759	6,075,428	(968,669)	-19%
Bureau de la Commission de réforme du droit	MJEA	7,010,400	-	7,010,400	-	7,010,400	6,364,310	646,090	9%
TOTAL POUR LE MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES SERVICES COMMUNAUTAIRES		460,226,824	-	460,226,824	-	460,226,824	364,276,464	95,950,360	21%
MINISTERE DE L'AVIATION CIVILE, DE LA METEOROLOGIE ET DES SERVICES POSTAUX									
Cabinet de l'aviation civile	MBAA	-	3,249,953	3,249,953	-	3,249,953	3,452,029	(202,076)	-6%
MINISTERE DE L'AVIATION CIVILE, DE LA METEOROLOGIE ET DES SERVICES POSTAUX		-	3,249,953	3,249,953	-	3,249,953	3,452,029	(202,076)	-6%
TOTAL POUR LE GOUVERNEMENT DE VANUATU		16,179,721,466	3,249,953	16,182,971,419	-	16,182,971,419	15,417,042,635	765,928,784	5%

Etat des dépenses non autorisées (pour l'exercice clos au 31 décembre 2012)

La Loi de Finances annuelle est l'instrument qui autorise des dépenses par programmes et activités pour chaque instance du gouvernement. Des dépenses supplémentaires pour des programmes et des activités peuvent en outre être autorisées par l'adoption de Lois de finances complémentaires.

Les virements de crédits entre administrations publiques sont interdits par la Loi relative aux Finances publiques et la Gestion économique, excepté en cas d'autorisation par une Loi de finances complémentaires. Par contre, le chef d'une administration publique peut virer un montant qui a été affecté à une activité de l'administration au cours d'un exercice ("l'activité perdante") à une autre activité de cette administration publique au cours du même exercice, à condition que le virement ne risque pas de nuire à l'activité perdante.

Le compte détaillé des affectations comprend de nombreuses activités qui sont en dépassement, alors que la somme totale des dépenses de l'ensemble de l'administration publique reste inférieure à la ligne budgétaire. Comme les administrations publiques ont la faculté de virer des crédits d'un programme ou d'une activité à l'autre, l'état des dépenses non autorisées reflète la situation à l'échelon des administrations publiques plutôt qu'à l'échelon des activités ou programmes.

Les administrations publiques suivantes ont dépassé leur ligne budgétaire au cours de l'exercice clos au 31 décembre 2012 :

	Budget définitif vatu	Dépenses réelles vatu	Montants non autorisés vatu	Pour- centage %
ORGANES CONSTITUTIONNELS				
Président de la République	40,237,809	40,476,895	(239,086)	-1%
Parlement (Le Secrétaire)	791,767,616	812,140,032	(20,372,416)	-2.57%
Services Judiciaires	185,905,746	186,423,069	(517,323)	-0.28%
Malvatumauri	30,735,289	30,739,766	(4,477)	-0.01%
Avocat Public	47,236,950	47,800,365	(563,415)	-1.19%
Commission de la Fonction Publique	96,606,254	97,656,440	(1,050,186)	-1.09%
TOTAL POUR LES ORGANES CONSTITUTIONNELS	1,192,489,664	1,215,236,567	(22,746,903)	-1.91%
Bureau du Premier Ministre	214,897,917	220,311,993	(5,414,076)	-2.52%
Ministère du Commerce, de l'Industrie et du Tourisme	371,331,507	376,442,651	(5,111,144)	-1.38%
Ministère de la Promotion des Entreprises Vanuatuaises et des Coopératives	96,539,137	98,826,459	(2,287,322)	-2.37%
Ministère de l'Éducation	3,904,962,695	3,945,597,404	(40,634,709)	-1.04%
Ministère de la Santé	1,534,639,563	1,561,579,702	(26,940,139)	-1.76%
Ministère de la Jeunesse et des Sports	145,685,080	145,761,167	(76,087)	-0.05%
Ministère de l'aviation civile , de la météorologie et des services postaux	3,249,953	3,452,029	(202,076)	-6.22%
TOTAL DES DÉPASSEMENTS	6,271,305,852	6,351,971,405	(80,665,553)	-1.29%
TOTAL POUR LE GOUVERNEMENT DE VANUATU	16,182,971,419	15,417,042,635	765,928,784	4.73%

Rapprochement du compte des affectations budgétaires et du solde d'exploitation du Fonds de fonctionnement (pour l'exercice clos au 31 décembre 2012)

Les affectations budgétaires pour les dépenses de fonctionnement sont fondées sur une comptabilité de caisse modifiée qui inclut quelques postes en capital qui figurent au bilan et exclut quelques postes de régularisation qui figurent au compte des résultats. Le compte des affectations comprend les postes suivants pris dans le compte des résultats pour le Fonds de fonctionnement, comme indiqué dans l'état des secteurs, à savoir :

- Frais de personnel
- Frais d'exploitation
- Paiements de subsides et virements
- Coûts financiers

Il ne comprend pas les postes suivants du compte des résultats :

- Amortissement d'éléments d'actif
- Excédent/(Déficit) net, moins les répartitions, attribuable aux entreprises d'Etat
- Eléments passés en charges
- Remboursements de la TVA payée sur l'achat de biens ou de services

Il comprend par ailleurs les postes suivants du bilan :

- Remboursements de principal pour des prêts
- Achat d'immobilisations
- Nouvelles avances ou apports en capital à des entreprises d'Etat
- Nouveaux investissements

La ligne des dépenses totales telle qu'elle apparaît dans l'état des affectations budgétaires peut être rapprochée du compte des résultats du Fonds de fonctionnement, comme illustré dans le tableau suivant :

	2012 vatu million	2011 vatu million
Dépenses selon le compte des affectations	15,417	14,819
Plus : Charges non comprises dans les affectations		
Amortissement d'éléments d'actif	1,413	1,350
Mouvement des charges de congés constatées	57	148
Provision pour indemnités d'ancienneté	257	333
Remboursement de la TVA sur des dépenses	(312)	(299)
Créances irrécouvrables passées en charges sur	245	11
Charges d'intérêts constatées par régularisation	45	23
Charges d'exploitation constatées par	21	18
Total des charges constatées par régularisation	1,726	1,584
Moins : Dépenses en capital non comprises dans le compte des résultats		
Remboursement de capital (prêts)	(938)	(607)
Achats d'éléments d'actif portés au bilan	(1,114)	(1,186)
Avances supplémentaires ou apports en capital pour des EE inscrits au bilan	-	(100)
Total des dépenses en capital non comprises	(2,052)	(1,893)
Dépenses selon le compte des résultats	15,091	14,510